PROCES VERBAL
CONSEIL DU 22 MARS 2013

**COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE
PROVENCE METROPOLE**

Conseil de Communauté

Procès Verbal de la séance du 22 Mars 2013

ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Olivier AGULLO - Zaven ALEXANIAN - Michel AMBROSINO - Sylvie ANDRIEUX - Sonia ARZANO - Robert ASSANTE - Mireille BALOCCO - Jean-luc BENNAHMIA - Jean-Marc BENZI - Philippe BERGER - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Gérard BISMUTH - Alexandre BIZAILLON - Olivier BLANC - Jean-Louis BONAN - Miloud BOUALEM - Joëlle BOULAY - Valérie BOYER - Jean BRUNEL - Vincent BURRONI - Xavier CACHARD - René CAMPIONI - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Thérèse CARDONA - Eugène CASELLI - Suzanne CENTINO - Patricia COLIN - Vincent COULOMB - Claude DAUMERGUE - Jean-François DENIS - Nicole DESMATS - Éric DIARD - Pierre DJIANE - Jacqueline DURANDO - Frédéric DUTOIT - Joël DUTTO - Victor Hugo ESPINOSA - Gérard FERREOL - Jean-Pierre FOUQUET - Mireille FOURNERON - François FRANCESCHI - France GAMERRE - Magali GARDE - Jean-Claude GAUDIN - Patrick GHIGONETTO - Bruno GILLES - Pascal GILLET - Jean-Pierre GIORGI - Vincent GOMEZ - Michelle GUEYDAN - Albert GUIGUI - Robert HABRANT - Haouaria HADJ CHICK - Paul HUBAC - Fabrice JULLIEN-FIORI - Evelyne KARBOVIAC - Éric LEOTARD - Christophe LOPEZ - Antoine LORENZI - Marie-Louise LOTA - Christophe MADROLLE - Patrick MAGRO - Robert MALATESTA - René MALLEVILLE - Christophe MASSE - Henri MATTEI - Christian MAYADOUX - Patrick MENNUCCI - Lucien MERLENGHI - Danièle MILON - Marie-Thérèse MINASSIAN - Yves MORAINÉ - Bernard MOREL - Jean-Louis MOULINS - Marie-Françoise NICOLAJ-PALLOIX - Jérôme ORGEAS - Christine ORTIZ - Frédéric OUNANIAN - Gérard PEPE - Marie-José PEREZ - Gabriel PERNIN - Marc POGGIALE - Guy PONTOUS - Tahar RAHMANI - Jean-Pierre RAVOUX - Jean-Pierre REPIQUET - Jean-Louis RIVIERE - Georges ROSSO - Antoine ROUZAUD - Lionel ROYER PERREAUT - Myriam SALAH-EDDINE - Arlette SALVO - Pierre SEMERIVA - Paul SORGE - Bernard SUSINI - Maurice TALAZAC - René TAVERA - Guy TEISSIER - Lachraf TIMEZOUKHT - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jean-Paul ULIVIERI - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Charles VIGNY - Clément YANA - Karim ZERIBI

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY représenté par Vincent GOMEZ - Jean-Pierre BERTRAND représenté par René CAMPIONI - Sylvia BONIFAY représentée par Pascal GILLET - Patrick BORE représenté par Henri MATTEI - Pascal CHAIX représenté par Danièle MILON - Gérard CHENOZ représenté par Laure-Agnès CARADEC - Alain CROCE représenté par Joël DUTTO - Éric DI MECO représenté par Paul HUBAC - Samia GHALI représentée par Alexandre BIZAILLON - Roland GIBERTI représenté par Jean-Paul ULIVIERI - Gérard GRAUGNARD représenté par Antoine LORENZI - Michel ILLAC représenté par Frédéric OUNANIAN - Catherine JALINOT représentée par Myriam SALAH-EDDINE - Mourad KAHOUL représenté par Claude DAUMERGUE - Abdelwaab LAKHDAR représenté par Patrick MAGRO - Alain LAURENS représenté par René MALLEVILLE - Laurent LAVIE représenté par Guy PONTOUS - Éric LE DISSES représenté par Patricia COLIN - Corinne LEGAL représentée par Jean-François DENIS - Michel LO IACONO représenté par Jean BRUNEL - Myriam MALLIA représentée par Michelle GUEYDAN - Martine MATTEI représentée par Marc POGGIALE - André MOLINO représenté par Georges ROSSO - Jean MONTAGNAC représenté par René TAVERA - Renaud MUSELIER représenté par Xavier CACHARD - Sylvie NESPOULOUS représentée par Pierre SEMERIVA - Gilles PAGLIUCA représenté par Jean-Marc BENZI - Marie-Madeleine PANCHETTI représentée par Marie-Thérèse MINASSIAN - Benoît PAYAN représenté par Clément YANA - Claude PICCIRILLO représenté par Eugène CASELLI - Roland POVINELLI représenté par Vincent COULOMB - Gérard SBRAGIA représenté par Robert HABRANT - Claude TORNOR représenté par Éric LEOTARD - Jean VIARD représenté par Bernard MOREL

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Roland BLUM - Philippe CAMILLIERI - Jean-Marc CORTEGGIANI - Martine GOELZER - Gérard GUISSANI - Bernard JACQUIER - Laurence JOUANDON - Albert LAPEYRE - Jacqueline MAURIC - Jacques ROCCA-SERRA - Henri RUGGERI - Philippe SAN MARCO - Christel SIMONETTI-ACHARD.

(La séance est ouverte à 11 heures 35.)

Monsieur LE PRESIDENT.- Mesdames et messieurs, nous commençons.

Madame MILON.- Monsieur le Président, je tenais à vous remercier d'avoir retardé l'heure de ce Conseil pour permettre à beaucoup d'entre nous d'être à l'enterrement d'un très grand ami, d'un très grand industriel marseillais, le patron de Mediacco, Christian Vernazza. Merci beaucoup.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Madame Milon, j'étais moi-même présent à Cassis. Monsieur Vernazza méritait l'hommage qui lui a été rendu, c'est un industriel qui faisait honneur à notre territoire et à la ville de Marseille.

Le quorum étant fixé à 79, il est constaté qu'il est atteint.

La séance est ouverte.

Mesdames et messieurs, mes chers collègues, le 10 mars est décédé Bernard Giraud, conseiller municipal de Cassis, délégué à la vie et l'animation nautique et conseiller communautaire de Marseille Provence Métropole. Bernard Giraud avait débuté sa carrière politique à Marseille où il fut de 1995 à 2001, adjoint délégué aux affaires maritimes, au port de pêche et aux ports de plaisance, de Jean-Claude Gaudin. Il laisse le souvenir d'un homme de qualité, affable, chaleureux et dévoué au service de ses concitoyens. Je l'avais rencontré deux jours avant sa mort, par hasard, sur la place aux Huiles à Marseille et il était en pleine forme. Nous le regretterons tous. Je vous demande en sa mémoire de respecter une minute de silence.

(L'Assemblée communautaire se lève pour observer une minute de silence)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vous remercie.

I – INSTALLATION D'UN ÉLU COMMUNAUTAIRE

Monsieur LE PRESIDENT.- Nous allons procéder à l'installation d'un nouvel élu communautaire. M. le professeur Pene, Maire de Carry-le-Rouet et Vice-président de la Communauté urbaine a démissionné de l'ensemble de ses mandats électifs le 19 mars 2013. Il est remplacé au sein de notre Conseil par M. Gérard Ferréol, conseiller municipal de Carry-le-Rouet que je vous remercie d'accueillir.

Bienvenue Monsieur Ferréol.

(Applaudissements)

Nous passons à l'examen de l'ordre du jour.

II – APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU 15 FÉVRIER 2013

Monsieur LE PRÉSIDENT.- Je soumetts à votre approbation le procès-verbal de la séance du 15 février 2013. Y a-t-il des observations ?

(Pas d'observation)

Il n'y en a pas, le procès verbal est adopté.

Le procès-verbal de la séance du 15 février 2013 est adopté.

III – COMPTE RENDU DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

Monsieur LE PRÉSIDENT.- Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient que le compte-rendu des décisions du Président soit porté à la connaissance du Conseil. Il vous a été transmis en même temps que l'ordre du jour et les dossiers de cette séance.

IV– COMPTE RENDU DES DÉCISIONS DU BUREAU DU 15 FÉVRIER 2013

Monsieur LE PRÉSIDENT.- Conformément aux dispositions de la délibération n°04/ 314 CC en date du 31 mai 2008, il convient de rendre compte au Conseil des décisions du Bureau du 15 février 2013. Elles vous ont été communiquées en même temps que l'ordre du jour et les dossiers de cette séance.

V – EXAMEN DES RAPPORTS

COMMISSION FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE

Monsieur LE PRÉSIDENT.- Monsieur Coulomb, la Commission Fonctionnement s'est réunie le jeudi 14 mars 2013, pouvez-vous nous faire un compte-rendu succinct de ses travaux ?

Monsieur COULOMB.- Tous les rapports ont reçu un avis favorable de la Commission. Les rapports n°1, 2, 3, 4, 5, 6, 9 et 14 ont fait l'objet d'une réserve de vote de la part du groupe UPAC.

1. FCT 001-22/03/13 CC - Approbation du Budget Primitif 2013

Monsieur GIORGI.- Monsieur le Président, mes chers collègues, vous avez reçu dans votre convocation, l'ensemble des pièces constituant ce budget primitif 2013. C'est un document très détaillé qui vous explique comment a été bâti ce budget 2013, donc je me contenterai de faire quelques remarques. Tout d'abord, il faut se souvenir, et on l'avait dit lors du débat d'orientations budgétaires, que ce budget a été bâti dans un contexte économique tendu aussi bien au niveau national qu'au niveau international. La stagnation attendue du Produit Intérieur Brut limitera nos recettes fiscales et le gel des dotations de l'État, avant leur baisse pour les deux années qui viennent, limitera ainsi les marges financières de notre collectivité.

Malgré ce, le budget que l'on peut qualifier de volontariste, traduit les objectifs clairement exprimés lors du récent débat des orientations budgétaires à savoir :

- poursuite du plan propreté et renforcement de l'offre transport, actions qui pèsent sur nos charges de fonctionnement,
- poursuite d'un investissement dynamique pour renforcer les infrastructures de notre territoire,

- et enfin, stabilité des impôts ménages.

La section de fonctionnement s'équilibre, tous budgets confondus, c'est-à-dire budget principal et budgets annexes, à hauteur de 1 239 206 000 euros en neutralisant les transferts du budget principal vers les budgets annexes. La reprise des résultats antérieurs pour un total de 66,305 millions d'euros a permis un transfert vers la section d'investissement pour un montant de 60 millions d'euros.

En investissement, les crédits de paiement inscrits en dépenses d'équipement s'élèvent globalement à 299,129 millions d'euros qui se répartissent principalement ainsi : 199,587 millions d'euros pour le budget principal, 55 millions d'euros pour le budget transport, 10,90 pour le budget déchets et 30 millions d'euros pour le budget eau et assainissement.

Pour le budget principal, 147,610 millions d'euros reviennent essentiellement à l'aménagement de l'espace communautaire avec notamment la semi-piétonisation du Vieux-Port et le parking J4 à Marseille, la création de deux lignes de bus à haut niveau de service, la première entre Bougainville et Saint-Antoine et la seconde entre Château Gombert et Saint-Jérôme, le parking des Mimosas à Cassis, l'avenue du Littoral à La Ciotat.

Ensuite, 27,95 millions d'euros sont consacrés au développement et à l'aménagement économique, social et culturel de l'espace communautaire avec, entre autres, une participation à l'opération Euromed et une participation au capital de la SEMIDEP.

Le financement de l'ensemble des dépenses que je viens d'exposer est assuré par les recettes propres de notre collectivité soit celles issues de notre fonctionnement, avec notamment le virement de 60 millions d'euros, soit les recettes propres d'investissement, c'est-à-dire TVA, dotations diverses et subventions, le solde étant assuré par l'emprunt. À ce titre, il est prévu 158,092 millions d'euros d'emprunts nouveaux. Rappelons que l'encours de la dette s'élève au 1^{er} janvier 2013 à 1 431 492 421 euros.

En conclusion, on peut affirmer que si les objectifs sont tenus, la situation financière de notre institution reste fragile, d'autant que les perspectives pour les années prochaines en termes de recettes ne sont pas très favorables.

Monsieur LE PRESIDENT. - Merci Monsieur Giorgi, y a-t-il des interventions ?

Madame CARADEC. - Monsieur le Président, chers collègues, y a-t-il un moment plus important pour un chef d'exécutif que le vote de son budget ? Le budget, c'est le reflet de ses ambitions pour la collectivité qu'il dirige ou plutôt la confrontation entre ses ambitions et la réalité chiffrée de ses moyens.

Or, quels projets, quels grands desseins nous proposez-vous ? Quel élan entendez-vous donner à Marseille Provence Métropole, autrement qu'avec des mots, mais à travers des choix financiers courageux et ambitieux ?

Le constat est triste, Monsieur le Président, votre budget 2013 s'annonce terne et sans perspective susceptible de dynamiser le présent et préparer le futur.

Dès mars 2009, le groupe UPAC vous incitait à renoncer pourtant aux faux procès à répétition sur la stagnation économique. Nous vous suggérions de ne plus vous retrancher sans cesse derrière les contraintes nationales pour vous exhorter à dégager les grands axes d'une politique susceptible de faire vivre en harmonie nos 18 communes et se préparer aux vrais enjeux :

- développer le port de Marseille, notamment les structures de transport et de voirie pour dynamiser l'hinterland,
- trouver rapidement un schéma d'ensemble de transports en commun,
- engager les aménagements indispensables aux 17 communes hors

Marseille pour construire une métropole,

- hiérarchiser les projets et les inscrire dans un calendrier qui offrirait de vrais rendez-vous aux habitants de MPM,
- et bien sûr réaliser le Boulevard Urbain Sud pour espérer la L2 en 2015.

Mais quelle stupéfaction à la lecture de vos propos dans *La Provence* de mardi !

Nos collègues, Lionel Royer-Perreaut et Maurice Talazac interviendront à ce sujet pour vous demander des explications.

Alors 5 ans après, qu'en est-il ?

S'agissant des transports, votre bilan se résume à l'inauguration de ce qui avait été engagé par Jean-Claude Gaudin, le tramway Canebière / Castellane, qui ne sera même pas terminé en 2013 et la prolongation du métro jusqu'à Capitaine Gèze, un syndicat mixte des transports qui reste un échec et les huit kilomètres du Boulevard Urbain Sud en jachère.

S'agissant de la collecte, du tri et de la propreté, la mise en place des propositions des « quatre mousquetaires » ne se concrétise pas, malgré vos promesses et Marseille est toujours aussi sale. Quant à l'incinérateur, vos sacrifices à la « doxa verte », vos atermoiements et vos conseillers de l'ombre auront coûté cher en temps, en argent, en crédibilité à la collectivité pour des résultats, là aussi, peu probants.

S'agissant de frais de fonctionnement, nous avons vu dérapier la subvention, mais c'est une habitude dans la gestion socialiste, oui, nous avons vu déparé la subvention à la RTM dont l'extension des prestations de réseau ne justifie par les 8,3% d'augmentation en 2010 soit 10 millions d'euros.

Nous avons vu également dérapé la masse salariale, mais là aussi, c'est un classique chez vous avec la création de 150 postes depuis le début de votre mandat auxquels s'ajouteront, à n'en pas douter, les 50 emplois d'avenir que vous nous proposez et qui pèseront en charge pleine au terme du contrat avec l'État.

Notre collègue Maire de Plan-de-Cuques vous a alerté à la Commission Finances et à la Conférence des Maires en relevant que tous les budgets augmentent, y compris la ligne « personnel » du budget annexe des transports qui augmente de 12%. Il incarne la voix de la lucidité et du pragmatisme, tout comme les Présidents de l'association des Maires des grandes villes de France, des Conseils régionaux, des Conseils généraux, de l'ACUF, qui, tous, jugent suicidaire de laisser courir les dépenses des collectivités alors qu'elles portent des charges incompressibles et que les dotations de l'État vont diminuer.

Je reprends à mon compte ce que disent tous ces hommes de gauche : « *Avec une telle politique, on va droit à l'abîme* ».

Le seul grand dossier qui ait avancé positivement était mené en copilotage par la Ville de Marseille, je veux parler de la semi-piétonisation du Vieux-Port. Votre bilan va se résumer à cela, Monsieur le Président, vous n'avez lancé aucun des grands projets dont Marseille et notre Communauté ont tant besoin pour leur développement économique et pour l'avènement de la Métropole.

Pourtant, l'État, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, a apporté 1,6 milliard d'euros à Marseille avec les grands chantiers culturels, le Plan Cancer à l'Institut Paoli-Calmettes, le Plan Campus, et je pourrais en citer d'autres.

Là, ce ne sont pas des mots ni des chiffres lancés au vent des médias comme dans le grand défilé des Ministres venus chez nous comme à la parade, le premier d'entre eux étant venu sept fois à Marseille.

Marseille n'était, paraît-il, plus dans la République et un mot magique « Métropole », était devenu le tube de l'automne. On allait voir ce qu'on allait voir. On a vu, rien n'a changé. Le gouvernement a dévoilé sa duplicité : Paris 30 milliards, Marseille, zéro !

Ce n'est pas seulement la mesure de la deuxième ville de France que vos amis du gouvernement ne prennent pas, ce n'est pas seulement leurs promesses médiatiques qu'ils ne tiennent pas, ni les moyens de construire une indispensable métropole qu'ils ne nous donnent pas, ce sont les Marseillais, les habitants et les élus de nos communes qu'ils méprisent. Ce mépris devient gênant jusque dans vos rangs. Votre camarade Samia Ghali ne s'y trompe pas. Je la cite : « *Le ballet des Ministres, c'est bien, mais il faut l'argent qui va avec* ».

Elle n'est pas là, c'est regrettable.

Pourtant, le gouvernement compte dans ses rangs une Marseillaise, Marie-Arlette Carlotti...

(Des voix s'élèvent)

...qui, si elle ne dit rien en Conseil des Ministres, est coupable, et si elle dit quelque chose, n'est visiblement pas écoutée. Et dire qu'elle prétend devenir Maire de Marseille en traitant ses concitoyens de la sorte.

Pour accroître le dynamisme et la valorisation du territoire communautaire, il faut un fonctionnement maîtrisé, des transports adaptés et une vision de l'avenir. Vous ne proposez ni l'un ni l'autre. Ce budget 2013 a encore un temps de retard sur les exigences de l'heure, c'est pourquoi nous nous abstenons sur ce budget primitif.

Merci.

(Applaudissements)

Monsieur DUTTO.- Monsieur le Président, chers collègues, notre groupe va voter le cinquième budget primitif de votre mandature. Il est cohérent avec l'action que vous conduisez depuis 2008. Mais malheureusement, il confirme aussi ce que nous avons dit des « *orientations* » en février dernier.

En application du prélèvement sur les dotations aux collectivités de 1,5 milliard d'euros par an et jusqu'en 2015, la Dotation Globale de Fonctionnement de MPM ne stagne plus. Elle recule de 1,18 millions d'euros. Si on cumule cette réalité avec des recettes fiscales économiques moins dynamiques que la Taxe Professionnelle supprimée par le précédent gouvernement et dont le produit est maintenant inférieur aux recettes ménages au potentiel réputé pauvre, les ambitions ne peuvent être que très limitées.

En matière de fiscalité vous tenez votre engagement de ne pas alourdir celle des ménages à l'exception toutefois de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères, dont l'évolution proposée des taux pose problème, nous y reviendrons au moment voulu.

C'était donc annoncé : on a un budget de gestion rigoureuse qui n'a finalement pas d'autre objectif que de terminer les projets en cours, de solder financièrement ceux déjà réalisés, de continuer le désendettement.

Faut-il y voir la volonté de remettre une situation financière « *propre* » avec le dernier exercice en année pleine de cette mandature avant la prochaine échéance des élections municipales ?

Faut-il y voir une certaine pédagogie des contraintes induisant l'idée que seul le miracle d'une Métropole serait en mesure de dépasser ?

Le fait est qu'aujourd'hui les collectivités locales sont devenues des variables d'ajustement, des sources de ponctions budgétaires au nom d'une sacro-sainte règle d'or de réduction drastique de la dépense publique, critère proclamé de la bonne gestion, mais

surtout moyen renforcé de drainer toujours plus de parts de richesse vers la sphère du privé et des actionnaires.

Le fait est également que dans tous les cas de figure et à tous les échelons territoriaux, le projet de loi du gouvernement propose de décentraliser un peu plus l'austérité. C'est vrai que la conjoncture est difficile, que le contexte économique national et international est tendu, que la crise perdure. Mais pas pour tout le monde.

La progression insolente du nombre de milliardaires en 2012 est là pour en témoigner. Certains ont tendance à l'oublier. Pour mémoire, en 1986, 140 milliardaires qui dans le monde cumulaient 156 milliards de fortune, en 2011, ils sont 1426 + 200 par rapport à 2010, qui disposent de 5400 milliards, soit plus de 14 fois le budget de la France. Ou si vous voulez, pour faire local, pour chacun d'entre eux près de deux fois le budget de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Vous avez dit crise ? Pour qui ?

De la même manière, il est coutumier de dire que Marseille est une ville pauvre. Non, c'est d'abord une ville fondamentalement inégalitaire. La pauvreté, la précarité et l'exclusion grandissent. Mais elle est la première ville du Sud d'assujettis à l'ISF. Et certains Marseillais habitent un des 22 quartiers les plus riches de France.

À quel moment est-il prévu d'introduire plus de justice dans cette répartition des richesses ?

Monsieur le Président, nous ne pouvons souscrire à l'introduction politique de ce budget qui fait état de « *contraintes pesant sur les collectivités locales et qui devraient se durcir dans les années à venir* ». À lire ainsi, personne n'en serait responsable, eh bien non, ces contraintes sont imposées par le gouvernement actuel, dans la continuité du précédent. Contrairement aux déclarations entendues pendant la campagne des présidentielles, ce n'est pas « *le changement maintenant* », mais « *maintenant la continuité* ».

Permettez-nous également de considérer les ambitions affichées bien modestes, avec pour principaux investissements prévus, la réalisation d'un kilomètre de tramway, en double du métro, certes c'est le plus cher du monde (et si c'était cela notre ambition, nous avons gagné) et une station de métro supplémentaire à Capitaine Gèze et en termes d'infrastructure, les rails existent déjà. Une véritable ambition aurait été de prolonger le métro jusqu'à l'Hôpital nord, la programmation et la réalisation d'un mode de transport urbain en continu, Nord, Sud de Marseille par exemple.

Oui l'ambition c'est vraiment autre chose que de traquer la moindre augmentation de la dépense publique en personnels ou en services. L'ambition se mesure aux investissements locaux qui ne s'envolent pas vers les marchés financiers, mais qui génèrent de l'emploi et de la consommation.

Au lieu de contraindre les collectivités et penser une Métropole de partage de l'austérité, il serait temps de mettre en chantier les réformes fiscales nationales et locales tant attendues.

Faire l'impasse de ces réalités et miser sur la concurrence avec d'autres territoires, l'attractivité, la compétitivité, le rayonnement, en espérant des retours immédiats ou futurs, c'est poursuivre une orientation qui peut avoir des retombées ponctuelles, mais qui n'est jamais arrivé à renverser les logiques d'une ville à deux vitesses.

Merci de votre attention.

(Applaudissements)

Monsieur SEMERIVA.- Monsieur le Président, chers collègues, le contexte économique fortement contraint a réduit cette année encore la marge de manœuvre de notre collectivité. De plus la Dotation Globale de Fonctionnement et les autres dotations de compensation sont, comme les années précédentes, inférieures à celles des autres EPCI, creusant le décalage économique et social qui pénalise notre territoire.

Alors les choix budgétaires de notre collectivité qui sont d'une part, maintenir un haut niveau d'investissement et d'autre part, ne pas augmenter les impôts ménages en sont d'autant plus estimables.

Nous relevons aussi l'effort de rigueur budgétaire menée depuis 2008 afin de réduire l'endettement de la collectivité.

Nous, élus EELV, nous estimons que ce budget primitif 2013, le dernier budget qui sera appliqué avant la fin de la mandature, est une occasion de revisiter les cinq années écoulées.

Concernant les dépenses réelles d'investissement du budget principal – qui représentent d'une certaine manière la gestion des flux de la Communauté urbaine – déchets, eau, assainissement, trafic automobile (voirie / parkings) et transports publics - nous avons inmanquablement voté contre les grands projets qui ont été adoptés par la collectivité, qui ont et auront un impact budgétaire conséquent. Pour mémoire : l'incinérateur qui a été initialisé par la mandature précédente...

Monsieur GAUDIN.- Et comment vous auriez fait ? Où les auriez-vous mises les ordures ?

Monsieur SEMERIVA.- ...Monsieur le Maire !

Monsieur GAUDIN.- Dites-nous l'endroit !

Monsieur SEMERIVA.- Je termine : les DSP eau et assainissement, le tunnel Prado Sud (initié aussi par la mandature précédente), les nouveaux parkings en centre ville, le tramway rue de Rome...

Ceci indique que nos priorités d'élus écologistes divergent de celles des autres conseillers communautaires, et que nos positions fondamentales sur la gestion des flux ne sont pas vraiment prises en compte.

Revenons au budget primitif 2013 qui restreint nos ambitions et nos priorités, et qui en fait s'apparente à un budget de fin de mandat, dont l'objectif est d'achever les grands projets entamés pendant la mandature.

Au regard des projets structurants que MPM doit mettre en œuvre, en particulier au niveau des transports, nous pensons que la part dédiée aux grands aménagements de voirie routière est encore trop lourde par rapport au développement des transports publics et des modes doux ; même si les travaux d'aménagement du Vieux-Port représentent une belle avancée dans ce domaine.

Monsieur MORAINÉ.- Vous étiez contre !

Monsieur SEMERIVA.- Nous n'avons jamais été contre ! Nous avons toujours été pour.

Pour ce qui est des budgets annexes, nous sommes interpellés par le budget de la collecte et du traitement des déchets. En effet, la hausse des coûts du traitement des déchets ménagers générés par le centre multifilières de Fos est pénalisante puisqu'elle amène à augmenter la TEOM chaque année ; cela nous l'avions pointé avant le choix de l'incinérateur.

Quant au budget annexe de l'eau et celui de l'assainissement, ils restent opaques. Puisque les éléments de contrôle des 16 DSP eau, et notamment les éléments de la fin des contrats nous échappent. Par ailleurs nous sommes certains que si nous avions opté pour une gestion en régie publique, la collectivité aurait réalisé une économie de 10 à 20 millions d'euros par an.

Monsieur GAUDIN.- Et une catastrophe financière ensuite !

(Applaudissements)

Monsieur SEMERIVA.- Peut-être, mais aujourd'hui on ne peut pas le savoir puisqu'on ne l'a pas fait. Aujourd'hui, ce n'est pas une catastrophe à Paris, ni à Nice, etc.

Nous souhaitons ajouter que le budget 2013 ne paraît pas suffisant pour porter toutes les actions qui concernent notre environnement. Je veux parler de toutes les déclinaisons du développement durable que comprend notre Plan Climat Energie Territorial.

À ce propos, je tiens à exprimer ma satisfaction, Monsieur le Président, de voir enfin s'inscrire une création d'AP pour les actions du PCET.

Monsieur LE PRESIDENT.- Pouvez-vous nous dire ce qu'est le PCET ?

Monsieur SEMERIVA.- Le Plan Climat Energie Territorial.

Même si c'est un budget réduit, qui va nous amener à prioriser encore plus nos actions climatiques. Pourtant, notre situation en matière de qualité environnementale est alarmante, que ce soit pour la qualité de l'air, la qualité des eaux ou encore le bruit. La situation est préoccupante ici à l'échelle de notre territoire, mais plus largement en PACA et au niveau national, à tel point que la France, étroitement surveillée par la Commission européenne, est déjà condamnée pour non-respect des normes européennes en vigueur.

Plus précisément, dans le domaine de la qualité de l'air, la France fait l'objet d'une procédure contentieuse pour non-respect des valeurs limites des particules. Or ces normes répondent à des exigences de santé : réduire la pollution atmosphérique a un impact direct sur l'espérance de vie (9 mois d'espérance de vie en moins sur notre territoire). Ces contentieux peuvent conduire à une lourde condamnation financière de la France et/ou des collectivités territoriales.

Dans le domaine de la qualité de l'eau, la France fait également l'objet de plusieurs procédures d'infraction vis-à-vis des plans de gestion devant être mis en œuvre pendant la période 2009/2012 pour améliorer et restaurer l'état des masses d'eau de surface et réduire la pollution due aux rejets et émissions de substances dangereuses. En clair, le risque est de nous voir interdire l'accès à nos plages !

Pour l'heure, pour faire face à ce budget de rigueur, nous pensons aussi que réduire nos dépenses passe par des modes de vie différents, des choix environnementaux à vivre au quotidien. Je veux dire par là que nous avons un immense terrain à exploiter, celui de la sensibilisation des habitants de la métropole, de l'information et de la formation de tous les acteurs concernés par les grands enjeux économiques et écologiques de l'aire métropolitaine.

Préférer les modes de déplacement doux à la voiture particulière, trier ses déchets, économiser l'eau et l'énergie, consommer des produits locaux... la liste est longue de toutes ces actions qui se complètent et s'enrichissent, comme en un cercle vertueux.

Enfin, j'ajouterai brièvement que nous sommes convaincus que la création de la Métropole apportera une cohérence et une solidarité territoriales à tous les niveaux (économie, environnement, mobilité, logement...). Pour réaliser ces projets d'intérêt collectif, il est évident que la gouvernance devra être la plus démocratique possible, cela implique que ses représentants soient élus au suffrage direct.

La Métropole, avec le concours de l'État, apportera, nous l'espérons, des moyens supplémentaires et des dotations qui nous placeront au même niveau de péréquation que les autres grandes métropoles.

Pour conclure, et malgré toutes ces considérations, nous saluons, Monsieur le Président, l'effort soutenu de votre gouvernance pour maintenir l'investissement et réduire l'endettement de notre collectivité, et nous voterons ce budget 2013.

Monsieur COULOMB.- Monsieur le Président, mes chers collègues, le projet de budget qui vous est proposé aujourd'hui est en tout point conforme aux orientations

budgétaires dont nous avons débattues ici même, lors de notre dernière séance. Dans un contexte économique difficile, pesant lourdement à la fois sur nos dotations et sur nos ressources fiscales, le budget qui vous est proposé permet cette année encore de respecter les grands engagements pris en début de mandat à savoir :

- Maintien des taux des impôts ménages
- Maintien de l'effort d'investissement
- Assurer une capacité de désendettement inférieure à 20 ans.

Ce n'est nullement un budget de fin de mandat comme je viens de l'entendre dire.

La prospective budgétaire et la politique de rigueur mises en œuvre sur nos dépenses de fonctionnement, nous permettent cette année encore, de dégager une marge d'autofinancement nette positive, légèrement inférieure à celle de l'exercice 2012. Sans revenir sur la présentation détaillée de notre collègue Jean-Pierre Giorgi, vous me permettrez de mettre en avant quatre sujets fondamentaux de notre périmètre budgétaire, ceci afin de répondre aussi aux critiques qui ont été émises.

Ces focus ciblés permettent de préciser l'état des lieux budgétaire de notre collectivité, après cinq exercices marqués par le choix d'une nouvelle politique budgétaire mise en œuvre dès le début de ce mandat.

Le premier focus, que je souhaite aborder, concerne le poste personnel et son évolution en coût dans notre section de fonctionnement.

L'analyse de la réalité des chiffres permet d'infirmer un certain nombre d'idées reçues. En termes d'effectif, en 2008 notre collectivité comptait 3844 agents. Au 1^{er} janvier de cette année, notre collectivité comptait 4022 agents, soit un accroissement de 178 agents supplémentaires, sur cinq ans, ce qui représente un peu moins de 4% de hausse.

Bien sûr, il est toujours possible de dire que c'est encore trop ! Mais, c'est oublier trop facilement l'accroissement des services que nous proposons à nos concitoyens et l'extension de certaines de nos compétences. Il est difficile d'assurer toujours un peu plus de service public sans personnel dédié.

Parallèlement, le coût du poste personnel est passé de 147 millions d'euros en 2008 à 184 millions d'euros, ce qui est proposé dans ce budget 2013 soit une hausse plus importante que celle des effectifs. Cette hausse étant due, il ne faut pas l'oublier à la hausse automatique liée au fameux GVT, mais aussi à l'application des réformes concernant les cadres d'emplois et le régime des retraites que nous avons dû appliquer durant ce mandat.

Dans le même temps, le poste personnel est passé de 17% du montant total de nos dépenses de fonctionnement à un peu plus de 15% de ces mêmes dépenses. Ce ratio reste parmi les plus faibles des autres EPCI de taille similaire. L'impact du poste personnel a donc diminué sur cette période sans altérer pour autant le fonctionnement de notre collectivité, grâce à une gestion rigoureuse de ce poste-là au jour le jour.

Le deuxième focus que je souhaiterais aborder concerne le coût des transports et plus précisément l'impact financier du contrat nous liant avec la RTM.

La mise en place de ce contrat pluriannuel, non seulement a clarifié nos relations budgétaires avec la RTM, mais nous assure aussi une parfaite lisibilité sur la prospective financière des années à venir.

Je me permets d'anticiper sur la délibération à venir concernant l'avenant n°5 à ce contrat. La transparence indispensable dans la gestion du contrat et la qualité des rapports entre notre collectivité, autorité organisatrice des transports et la RTM, conduit à cet avenant qui entérine une diminution de la rémunération forfaitaire contractuelle et revoit à la hausse l'objectif de recettes en son indexation annuelle.

Ces gains proviennent de la qualité de la gestion de la RTM et des gains de productivité à périmètre constant. En cette année 2013, où la RTM doit assurer des demandes qui modifient fortement ce périmètre, afin de faire face aux besoins engendrés par Marseille Capitale Culturelle Européenne, cet avenant permet également d'optimiser les surcoûts engendrés par entre autres, l'ouverture du métro au-delà de minuit, les modifications des lignes de bus desservant les grands lieux évènementiels, la mise en place des navettes maritimes ou de la navette électrique du Vieux-Port.

Cet avenant représente plus de 6 millions d'euros de réduction sur la rémunération contractuelle pour les exercices 2013/2014 et représentera, à périmètre identique, plus de 25 millions d'euros d'ici la fin du contrat en 2018. Il m'apparaît important de préciser qu'il ne s'agit nullement d'une baisse quantitative ou qualitative du service public offert, mais la démonstration de l'efficacité de la relation contractuelle en matière de transports.

Mon troisième focus s'intéressera à nos investissements. Depuis sa création, notre collectivité a investi plus de 3,4 milliards d'euros dans des grands projets structurants.

Sur ce montant important, contrairement à ce qui vient d'être dit, plus de la moitié aura été investi sur ce mandat, c'est-à-dire en cinq ans, en dépit d'une situation moins favorable d'un point de vue budgétaire. Cet effort constant n'a été rendu possible que par l'efficacité d'une programmation budgétaire.

Ces investissements placent notre collectivité au rang des acteurs économiques essentiels de notre territoire.

Le rappel de ces chiffres d'investissement nous permet de mesurer l'importance des efforts à faire pour l'avenir et la nécessité d'accroître notre capacité à investir au-delà des ressources propres de notre territoire.

Enfin, le dernier point concernera l'état de la dette de notre collectivité.

Notre stock de dettes s'est accru en cinq ans de 63 millions d'euros, soit un peu moins de 5%.

Parallèlement à cette évolution, la gestion de cette dette et les nouveaux outils mis en oeuvre ont permis une baisse des taux significative puisque nous sommes passés d'un taux moyen de 4,36% en 2008 à un taux moyen de 3,17%.

Il n'aura échappé à aucun d'entre nous, que les charges financières proposées dans ce budget 2013 sont en très nette diminution par rapport aux charges financières des autres exercices. Comme nous nous y étions engagés, notre capacité de désendettement se situe entre 18 et 19 ans, ce qui nous permet d'envisager sereinement nos futurs investissements. De plus, la qualité de notre dette n'est plus à démontrer, car contrairement à de nombreuses collectivités, nous ne sommes affectés que par un seul emprunt, dit toxique, car basé sur les variations du Franc Suisse. Cet emprunt ne pèse que pour 26 millions d'euros de capital restant dû, sur une masse globale de plus de 1,4 milliard d'euros, soit moins de 2% de nos encours.

L'indice Gissler qui mesure la qualité de nos relations avec les organismes prêteurs montre que plus de 94% de nos emprunts bénéficient de la meilleure cotation. Notre capacité à investir d'un point de vue financier est bien réelle.

J'ai tenu à attirer votre attention sur ces quatre points pour vous éclairer sur notre capacité à croître.

Notre avenir, au travers de la réorganisation administrative en cours, repose sur 2 axes forts, éminemment liés entre eux et interdépendants que sont nos ressources et notre capacité à investir.

Voilà ce que je tenais à préciser sur ce budget. Bien entendu, d'un point de vue budgétaire, notre collectivité n'est pas le gouffre décrit par certains. Il est clair que notre

situation demeure toujours fragile, mais nous sommes prêts à relever les défis de l'expansion.

En ce qui concerne ce projet budget 2013, mon groupe votera favorablement.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Monsieur Coulomb. S'il n'y a plus d'intervention, je mets aux voix ce budget primitif 2013.

Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstention du groupe UPAC
à l'exception de MM. Giorgi, Piccirillo, Léotard votant pour
Abstentions de Mme Arzano et M. Rahmani

Monsieur LE PRESIDENT.- Le budget 2013 est adopté.

J'aimerais quand même apporter quelques réponses, notamment à Mme Caradec qui s'est livrée à un réquisitoire correct bien sûr, mais un réquisitoire.

Depuis 2008, j'entends ce même réquisitoire, c'est-à-dire « *budget sans ambitieux* », « *terne* », « *pas de vision* ». Je crois que depuis 2008, nous avons prouvé notre capacité à faire avancer les dossiers pour les communes hors Marseille, mais aussi pour les Marseillaises et pour les Marseillais. C'est la réalité. Vous ne pouvez vous en réjouir, mais ça, c'est le jeu politique et c'est tout à fait normal.

En revanche, nous avons un maintien du niveau d'investissement à 300 millions d'euros, malgré les contraintes de la crise, malgré des recettes de plus en plus difficiles à obtenir. Nous avons une stabilité des impôts ménages ; nous n'avons pas augmenté les impôts depuis 2008. J'aimerais que l'on en tienne compte, car c'est une réalité.

Sans faire de polémique, Madame Caradec, à la Ville de Marseille, il y a eu deux augmentations d'impôts. De plus, vous avez touché aux bases, cela fait quasiment trois augmentations. Ici, il n'y a pas eu d'augmentation des impôts ménages. C'est une réalité, c'est factuel.

Des efforts ont été faits sur les transports et dans beaucoup de domaines. Les transports ont évolué. Le métro va arriver jusqu'à Capitaine Gèze. Le tramway rue de Rome sera opérationnel en 2014, mais il sera probablement inauguré en mars 2014. Deux lignes de BHNS seront terminées, celle de Saint-Antoine et celle de Château Gombert. La troisième vers Luminy pourra commencer plus tard pour la simple et bonne raison que le tunnel Prado Sud nous a empêchés de faire les travaux nécessaires. Pour ce qui est du Boulevard Urbain Sud, puisque M. Talazac et M. Royer-Perreaut interviendront, j'aurai l'occasion de leur répondre.

Pour cette mandature, nous avons réalisé entièrement ce qui avait été délibéré sous la mandature précédente de Jean-Claude Gaudin. Vous l'avez délibéré et nous l'avons réalisé de A à Z : le tunnel Joliette, le tunnel Prado Sud, plusieurs parkings dont celui du J4 qui était nécessaire pour la Villa Méditerranée et pour le MUCEM. Le projet du Vieux-Port a été mené entièrement sous cette mandature.

S'agissant des 30 milliards d'euros dont vous avez fait vos gorges chaudes, évidemment, comme d'autres élus et beaucoup de parlementaires, j'ai écrit à Jean-Marc Ayrault pour dire que si l'on avait simplement 5% de cette somme, on pourrait faire le métro jusqu'à Saint Loup (cela ferait plaisir à M. Teissier) et le métro jusqu'à Saint Antoine (cela ferait plaisir à Mme Ghali). Pour l'instant, cet argent nous ne l'avons pas.

Des voix.- Cela ferait plaisir aux habitants !

Monsieur LE PRESIDENT.- Oui, aux habitants. On a cité des élus donc je cite les élus qui ont été cités.

Pour le Jarret, nous entamons les premiers travaux autour de la Timone. Monsieur Gilles, je m'y étais engagé, c'est fait.

Nous maintenons un niveau d'investissement extrêmement important sur les communes et sur Marseille, malgré toutes les contraintes qui sont les nôtres. Pour ma part, je suis très satisfait de ce budget et satisfait que depuis cinq ans, les impôts ménages n'aient pas été augmentés. Tout cela a été fait dans des conditions satisfaisantes pour nos concitoyens.

2. FCT 002-22/03/13 CC - Participation du budget principal à l'équilibre du budget annexe collecte et traitement des déchets pour 2013

Monsieur GIORGI.- Il s'agit de la participation du budget principal à l'équilibre du budget annexe collecte et traitement des déchets pour 2013 pour un montant de 5 816 127 euros. Avis favorable de la Commission avec une réserve de vote pour le groupe UPAC.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstention du groupe UPAC
à l'exception de MM. Giorgi, Piccirillo, Léotard votant pour
Abstentions de Mme Arzano et M. Rahmani

3. FCT 003-22/03/13 CC - Participation du budget principal à l'équilibre du budget annexe du Marché d'intérêt national (MIN) pour 2013

Monsieur GIORGI.- Il s'agit de la participation du budget principal à l'équilibre du budget annexe du Marché d'intérêt national (MIN) pour un montant de 475 707 euros. Avis favorable de la Commission avec une réserve de vote pour le groupe UPAC.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstention du groupe UPAC
à l'exception de MM. Giorgi, Piccirillo, Léotard votant pour
Abstentions de Mme Arzano et M. Rahmani

4. FCT 004-22/03/13 CC - Participation du budget principal à l'équilibre du budget annexe transports pour 2013.

Monsieur GIORGI.- Il s'agit de la participation du budget principal à l'équilibre du budget annexe transports pour un montant de 125 832 309 euros. Avis favorable de la Commission avec une réserve de vote pour le groupe UPAC.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstention du groupe UPAC
à l'exception de MM. Giorgi, Piccirillo, Léotard votant pour
Abstentions de Mme Arzano et M. Rahmani

5. FCT 005-22/03/13 CC - Participation du budget principal à l'équilibre du budget annexe des ports pour 2013

Monsieur GIORGI.- Il s'agit de la participation du budget principal à l'équilibre du budget annexe des ports pour un montant de 1 654 623 euros. Avis favorable de la Commission avec une réserve de vote pour le groupe UPAC.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstention du groupe UPAC
à l'exception de MM. Giorgi, Piccirillo, Léotard votant pour
Abstentions de Mme Arzano et M. Rahmani

6. FCT 006-22/03/13 CC - Clôture des autorisations de programme des opérations achevées - Annulation des autorisations de programme des opérations non exécutées.

Monsieur GIORGI.- Avis favorable de la Commission avec une réserve de vote pour le groupe UPAC.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstention du groupe UPAC
à l'exception de MM. Giorgi, Piccirillo, Léotard votant pour
Abstentions de Mme Arzano et M. Rahmani

7. FCT 007-22/03/13 CC - Approbation des taux 2013 des impôts ménages

Monsieur GIORGI.- Comme cela a été dit tout à l'heure, le taux est stable par rapport à l'année précédente.

Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur ROYER-PERREAUT.- Monsieur le Président, je souhaiterais profiter de ce rapport sur l'imposition des ménages pour réagir d'une part à ce que vous venez de dire et d'autre part, pour évoquer le dossier du Boulevard Urbain Sud puisque finalement, vous nous avez expliqué et vous avez expliqué au Comité d'intérêt de Quartier que si le Boulevard Urbain Sud ne pouvait pas être réalisé dans le courant de cette mandature, c'est tout simplement parce que vous aviez des problèmes financiers. Donc nous sommes bien dans un cadre budgétaire.

Vous nous avez dit à l'instant, Monsieur le Président, que sous votre mandature et grâce à votre excellente gestion, l'imposition des ménages ne serait pas augmentée. Vous n'avez pas tout à fait tort, mais la vérité, c'est qu'effectivement les impôts directs n'ont pas augmenté, mais vous avez pris un certain nombre de dispositions et nous allons le voir tout à l'heure avec Yves Moraine, sur la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères. Le prix des parkings concédés sont, eux, une charge pour nos administrés et pourtant, combien savons-

nous qu'ils sont horriblement chers. La RTM, elle aussi, a augmenté le coût du ticket. S'agissant du prix de l'eau, pour lequel, en ce moment, nous négocions et qui prend d'ailleurs beaucoup de retard, nous ne savons s'il n'y aura pas des augmentations à la clé.

Alors, oui, certes il n'y a pas d'augmentation des impôts sur les ménages, mais la vérité, c'est que ce que sortent nos administrés de leur poche a bien augmenté et cela, vous ne pouvez le nier, même si, je le répète, c'est une conséquence directe de votre politique.

Alors, je voudrais également préciser que vous oubliez cher Président, que l'État, que vous soutenez, a donné 750 millions d'euros de moins aux collectivités locales. C'est le rapport Terrasse, cher Monsieur Mennucci à l'Assemblée nationale, si vous l'avez oublié. Nous suivons les dossiers et savons que l'État diminue l'aide aux collectivités territoriales. Nous savons aussi que les lettres de cadrage ont annoncé 5 milliards d'euros de moins aux Ministères et notamment aux collectivités territoriales. C'est ça, la réalité du gouvernement socialiste...

(Applaudissements)

... et aujourd'hui, vous voudriez nous faire croire que tout cela est la conséquence d'une bonne gestion, mais bien sûr que non !

S'agissant du Boulevard Urbain Sud, là très franchement, c'est la véritable question qui nous interpelle. Monsieur le Président Caselli, lorsque vous avez été élu, vous vous êtes engagé à ce que les travaux du Boulevard Urbain Sud commencent durant votre mandature. C'était un engagement que vous avez pris ici devant cet hémicycle. C'était un engagement que vous avez pris devant les Députés Maires des secteurs concernés. C'était un engagement que vous avez pris aussi devant la Confédération générale des Comités d'Intérêt de Quartier. Et nous vous avons cru. Car finalement, vous paraissez un homme de confiance et c'est vrai que nous vous avons cru. Mais force est de constater, cher Président Caselli que si on doit vous faire confiance, il semble que vous ayez fait, comme trop souvent les hommes politiques font, des promesses, mais vous ne les tenez pas.

(Des voix s'élèvent)

Mais oui, mes chers collègues, c'est la réalité ! Et là franchement, vous me permettez de vous critiquer là-dessus.

J'ai décidé, pour aborder ce sujet, de citer quelqu'un que vous connaissez bien, vous à gauche, et jamais je n'aurais cru faire un discours politique en citant Jean Jaurès, mais je vais le citer.

Jaurès disait : « *Quand il y a une volonté, il y a un chemin.* » C'est lui l'auteur originel de cette maxime. Effectivement quand il y a une volonté, il semblerait que vous trouviez les moyens pour financer par exemple la semi-piétonisation du Vieux-Port. Quand il y a une volonté, il semblerait que vous trouviez les moyens pour financer le tramway rue de Rome. Quand il y a une volonté, il semblerait que vous trouviez les moyens pour financer le BHNS jusqu'à Saint Antoine, 38 millions d'euros, je me permets de le préciser. Donc quand il y a une volonté, vous trouvez 150 millions d'euros.

Je vous pose la question : est-ce que cette volonté que vous affirmez et que vous affichez pour d'autres dossiers, vous l'avez finalement eue pour la réalisation du Boulevard Urbain Sud ? Avez-vous eu une volonté de trouver une solution juridique à la problématique qui se posait sur le contrat TPS ? Car vous vous étiez engagé dans cet hémicycle. Je me rappelle ce que vous disiez le 2 octobre 2009, vous disiez : « *J'ai obtenu du concessionnaire qu'il y ait une négociation de cette clause. Je pense qu'elle arrivera très facilement à être supprimée, car elle me paraît léonine par rapport au Boulevard Urbain Sud* ». C'était une question que vous posait Guy Teissier dans cet hémicycle en 2009. Aucune réponse. Peut-être avez-vous eu des engagements là-dessus, mais à aucun moment, dans cet hémicycle, vous nous avez donné des réponses juridiques à un problème juridique.

Est-ce qu'il y a eu la volonté de surmonter cet obstacle ? Nous n'en savons rien. Est-ce qu'il y a eu la volonté de faire en sorte que nous mettions en cohérence les différents plans que nous votons ici les uns après les autres : Schéma de Cohérence Territoriale, Plan de Déplacements Urbains, Plan Local de l'Habitat ? Ce sont des documents que vous avez initiés et, en tant que Président de la Communauté urbaine, vous êtes le garant de la coordination et de la cohérence de ces documents. Or, comment pouvez-vous nous annoncer que vous suspendez la mise en travaux du Boulevard Urbain Sud alors que dans le Plan Local de l'Habitat, il y a une production de logements particulièrement intense ? C'est en contradiction avec le travail qu'a fait Mme Ghali, c'est en contradiction avec le travail qu'ont fait notre collègue Vallette et notre collègue Magro. Donc, s'il y a une réelle volonté, comment expliquez-vous que vous n'avez pas trouvé le chemin pour justement coordonner tout cela ? Et puis, s'il y a une volonté, il y a sans doute une volonté de trouver les financements. Permettez-moi de vous poser ces questions-là.

Concernant les financements croisés, car on aurait pu penser que certaines collectivités nous aident, êtes-vous allé solliciter les collectivités qui sont particulièrement généreuses ? Vous savez, celles qui ont la générosité sélective, qui nous aident quand on habite les quartiers Nord, mais nous oublient un peu quand on habite les quartiers Sud !

(Protestations)

C'est la vérité. Pour vous en convaincre, mes chers collègues, regardez les rapports que nous votons tout à l'heure pour les transports et pour la rénovation urbaine : tout pour les quartiers Nord !

Donc c'est une réalité.

Avez-vous trouvé une solution sur les partenariats publics / privés ? Aucune solution sur les partenariats publics / privés, mais on aimerait vous entendre là-dessus.

Alors la vérité, cher Président Caselli, c'est que le Boulevard Urbain Sud est une priorité. Le Boulevard Urbain Sud ne concerne pas que les quartiers Sud et Est de cette ville. Le Boulevard Urbain Sud concerne aussi bien le Député Maire du 1/7 que le Député Maire du 9/10 ou que le Député Maire du 6/8. Donc aujourd'hui, il est d'une impérieuse nécessité de le réaliser. Mais vous ne le réalisez pas, tout simplement. Non pas que je doute que vous ayez la volonté de le faire ; mais la réalité, mes chers collègues, et c'est le sens de ma conclusion, est beaucoup plus cruelle pour vous : malgré la volonté qui vous anime, vous n'avez pas les appuis politiques pour obtenir des financements qui viendraient de l'État. On le voit pour les 30 milliards d'euros qui partent sur Paris et rien pour Marseille, comme l'a dit Laure-Agnès Caradec. On le voit pour les nouveaux financements qui avaient été annoncés par le Premier Ministre et qui n'arrivent toujours pas. Vous êtes allé, il n'y a pas si longtemps, avec notre collègue Bennahmias, au Parlement Européen pour voir comment cela se passait. J'aimerais savoir quels sont les financements européens que vous avez obtenus. Et c'est cette réalité à laquelle vous êtes confronté, c'est-à-dire que vous avez une volonté, mais malheureusement, vous n'êtes pas aidé par vos amis. C'est en ce sens qu'il y a eu tromperie lors des dernières élections, car vous avez laissé croire qu'avec la gauche, Marseille serait aidée. La vérité, c'est qu'elle ne l'est pas, la vérité, c'est que le développement urbain tel que vous l'avez conçu et imaginé pour la Métropole que vous défendez, prend trop de retard pour la deuxième ville de France. C'est de votre responsabilité et vous devrez l'assumer devant les Marseillaises et les Marseillais.

(Bravos, applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- M. Royer-Perreaut citant Jaurès ! Franchement merci Monsieur Royer-Perreaut de m'avoir permis d'entendre cela. C'est vrai que Jaurès a dit : « *Là où il y a de la volonté, il y a un chemin* », il n'a jamais dit qu'il y avait un Boulevard Urbain Sud !

Monsieur Royer-Perreaut, je vais vous répondre.

La politique, c'est faire des choix. Oui, j'ai fait des choix et je les assume.

La politique, c'est dire la vérité. Et la vérité, c'est quoi ? Effectivement, j'avais dit que l'on pourrait faire éventuellement tout le secteur de Florian et partir de l'autre côté. J'avais dit aussi, et ça, vous l'oubliez, que je ferais estimer ces travaux. Savez-vous combien coûtent ces travaux ? 150 millions d'euros, ne serait-ce que pour Florian, là où il faut faire une trémie. Aujourd'hui, avec les finances de la Communauté urbaine, je ne sais pas où les trouver et ça, vous le savez bien.

L'honneur en politique, c'est de savoir dire quand on ne peut pas faire les choses et ne pas enfumer nos concitoyens. Moi, je ne les enfume pas. En 2008, on avait décidé le tramway rue de Rome, on avait décidé les BHNS, on avait décidé le métro jusqu'à Capitaine Gèze, le Vieux-Port et effectivement, il manque de l'argent pour financer 320 millions d'euros pour le Boulevard Urbain Sud. Et même si on avait fait le début, c'est le plus important et le plus coûteux, pour tout l'échangeur de Florian, cela représente 150 millions d'euros.

Je n'ai pas dit que j'enterrais le projet. Ce projet est dans le PDU et fait partie, parmi d'autres, des priorités du PDU. Si cela peut vous rassurer, je vous le dis, mais ce n'est pas possible dans cette mandature. C'est tout ce que j'ai dit et vous avez traduit cela par « projet enterré ».

Monsieur ROYER-PERREAUT.- Non !

Monsieur LE PRESIDENT.- Vous avez traduit par « projet enterré ». Moi, je dis que d'ici la fin de cette mandature, il est impossible de réaliser le Boulevard Urbain Sud. Et surtout, ne me parlez pas de PPP !

Qu'est-ce que le PPP ? C'est donner des droits à construire tout le long du Boulevard Urbain Sud à des promoteurs. Est-ce ce que vous voulez ? Pour ma part, je dis non, car il faudrait aussi consulter les populations pour savoir si elles sont d'accord pour densifier cette zone au maximum. De toute façon, c'est quelque chose que j'ai complètement occulté.

Si demain, vous êtes majoritaires, vous ferez un PPP si vous en avez envie, moi je ne le ferai pas.

(Applaudissements)

S'agissant de la clause léonine dans le contrat de TPS que vous avez utilisée, c'est relayé dans les journaux, en laissant entendre qu'il y avait un accord avec TPS, avec les sociétés Prado Carénage et Eiffage. Pas du tout. Le contrat de TPS dit bien : « *Ce n'est qu'une hypothèse qui sert de base aux études de trafic à partir de l'ouverture de la L2 en 2016 et l'ouverture du BUS en 2026* ». Ça, ce n'est pas une clause rédhitoire pour la Communauté urbaine. C'est pour cela que je ne suis pas allé plus loin dans le juridique. Ces hypothèses ne servent qu'à dimensionner l'équilibre économique du contrat et cela n'engage en rien la collectivité.

Monsieur TEISSIER.- Si.

Monsieur LE PRESIDENT.- Non, pas du tout.

Monsieur TEISSIER.- Si, puisqu'il y a un dédit. Il faut aller au bout de l'article et vous n'allez pas au bout. Il y a un dédit et vous le savez parfaitement. Si vous me donnez la parole...

Monsieur LE PRESIDENT.- Il y a un dédit, et comme pour tous les travaux de ce type, ce dédit est négociable. Cela ne veut pas dire qu'il est fixé par les constructeurs et les concessionnaires. Il est négociable.

Monsieur TEISSIER.- Il est fixé, je suis désolé que vous n'ayez pas connaissance de cela.

Monsieur LE PRESIDENT.- Il n'est pas fixé. Ce n'est pas nous qui avons signé cette clause, il faudrait vous en rappeler.

Je dirais même que le Boulevard Urbain Sud, s'il est aussi prioritaire pour vous que vous le dites, pourquoi ne l'avez-vous pas fait lorsque vous étiez aux commandes ?

(Protestations)

Vous devriez vous retourner vers votre propre majorité. Lorsque vous racontez, M. Royer-Perreaut ou vous-même, que le tramway rue de Rome coûte 91 millions d'euros... Je suis désolé, il coûte 42 millions d'euros, moins de la moitié de ce que vous annoncez. Ayez la réalité des chiffres !

De toute façon, nous sommes en négociation actuellement avec TPS et Prado Carénage ; le problème de cette clause sera abordé au cours de ces négociations. Mais pour moi, cette clause n'est pas rédhitoire pour la collectivité.

Monsieur TEISSIER.- Monsieur le Président, je ne vais pas revenir sur un débat qui devient passionnel, mais simplement vous ramener et nous ramener les uns et les autres à la juste réalité.

Monsieur le Président, l'État dont le Premier Ministre est venu, comme cela a été dit tout à l'heure, à sept reprises, a dit qu'il ferait de Marseille une priorité. À cet égard, il a annoncé que la L2 serait financée et achevée en 2016. Comment nous, ici, élus de cette Communauté urbaine, de Marseille et d'ailleurs, pourrions-nous imaginer que cette L2 s'arrêterait avec une barrière qui se situerait au pont Florian d'ici à deux ans ? Comment ne pas prévoir le prolongement, car au fond, le Boulevard Urbain Sud n'est que le prolongement de la L2. Marseille, comme dit souvent le Maire, prise entre mer et collines, nécessite cette espèce d'hémicycle pour le contourner.

Quand on dit Boulevard Urbain Sud qui est plus harmonieux que ce terme de L2 sans doute beaucoup trop technocratique, de Sud, il n'en a que le nom, car en fait, il constitue le débouché du Nord vers le Sud et du Sud vers le Nord. Il est aussi utile à M. Dominique Tian qu'à M. Mennucci, à M. Teissier ou M. Hovsépian. Il sert à contourner la ville. C'est une nécessité absolue. Comment allons-nous absorber la thrombose qui irrémédiablement se produira au pont Florian lorsque la L2 sera terminée ? Et je veux croire en la parole de l'État et je veux imaginer pour notre ville et le bien-être de ses habitants que ce boulevard sera terminé d'ici 2016. Comment circulerons-nous sur un autopont à une voie, comme c'est le cas aujourd'hui ?

Alors, Monsieur le Président, c'est une priorité, une vraie priorité, au moins dans ce tronçon qui va du pont Florian jusqu'au lycée Jean Perrin, ce n'est pas pour avoir un boulevard supplémentaire. Et puis, vos alliés écologistes devraient se réjouir de tout cela, car dans ce morceau de Boulevard Urbain Sud, il y aura des transports en commun qui permettront d'ores et déjà de faire au moins la moitié du chemin du contournement de la ville, à partir de transports doux et de transports en commun.

Donc Monsieur le Président, ne pas mettre aujourd'hui comme une priorité au moins cette partie me paraît être non pas une incongruité, mais une absence coupable d'une vision à court terme de notre ville, de sa circulation et de ses modes de déplacements. Je ne disconviens pas que vous avez fait des efforts, mais quand je regarde ce que nous allons voter tout à l'heure, le BHNS sur Nord, je ne dirai surtout pas que ces quartiers ne doivent pas bénéficier de transports en commun modernes, ceux dont notre collègue Mennucci disait, en parlant des BHNS, que c'était « les moyens de transport des pays sous-développés » lorsque j'en parlais. Je vois aujourd'hui que tout le monde s'y est rallié.

Vous savez pertinemment, Monsieur le Président, que ce BHNS, qui va poursuivre le métro que vous allez prolonger jusqu'à Arenc et dont, soit dit en passant, l'ancienne majorité avait fait les voies ferrées en surface, ne pourra circuler que sur 20% de son trajet en site propre. Cela veut dire que c'est une gabegie. C'est probablement un autre

moyen de transport moins coûteux qu'il aurait fallu envisager. C'est cela aussi gouverner. Cette absence est coupable, je tenais à vous le dire.

De la même façon, le codicille, l'article dont vous parliez a sans doute un effet bloquant et vous ne pouvez pas dire...

Monsieur MENNUCCI.- Mais c'est Jean-Claude Gaudin qui l'a signé !

Monsieur TEISSIER.- C'est peut-être Jean-Claude Gaudin qui l'a signé, mais aujourd'hui, c'est Eugène Caselli qui est Président et c'est comme ça. Cela s'appelle la continuité républicaine.

Aujourd'hui, je m'adresse à M. Caselli, c'est lui qui est devant moi et M. Gaudin derrière moi (ne voyez pas là l'image).

Monsieur MENNUCCI.- Il est parti.

Monsieur TEISSIER.- S'il est parti, c'est qu'il avait d'autres choses à faire.

Voilà Monsieur le Président, je crois que si gouverner c'est prévoir, vous devez impérativement prévoir ces travaux. Merci.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Teissier, si vous voulez entamer le débat sur le fait que le Boulevard Urbain Sud est la continuité naturelle de la L2 et qu'il est indispensable à Marseille, tout le monde est d'accord, mais vous ne nous avez toujours pas dit comment le financer. Même si on ne fait pas le BHNS des quartiers Nord, on n'a pas les moyens de financer 150 millions d'euros sur Florian !

On peut rentrer dans un débat financier sans fin, mais on n'a pas, dans cette mandature, les moyens financiers.

Lorsque la Métropole sera créée (j'espère que ce sera le plus tôt possible), on aura peut-être des moyens suffisamment conséquents, y compris des moyens de l'État, pour faire le Boulevard Urbain Sud. Bien entendu c'est une priorité, mais quand on n'a pas l'argent pour acheter quelque chose dans une famille, on se prive de l'acheter en attendant des jours meilleurs. C'est ce qui se passe aujourd'hui.

Monsieur TEISSIER.- On commence par les priorités.

Monsieur LE PRESIDENT.- Les priorités ont été définies en 2008 et je suis dans la droite ligne de ce que cette Assemblée a défini et a voté en 2008.

Monsieur TALAZAC.- Monsieur le Président, pour ne pas alourdir ces débats, je voudrais également faire entendre la voix de tous les élus des quartiers Sud puisqu'hier, sous la présidence de Dominique Tian, le Maire des 6^{ème} et 8^{ème} arrondissements, le Conseil des 6^{ème} et 8^{ème} arrondissements, de façon unanime a émis le vœu de voir en priorité la réalisation concrète de ce Boulevard Urbain Sud.

Monsieur le Président, Laure-Agnès Caradec a très justement souligné tout à l'heure la pauvreté de votre bilan en matière de voirie urbaine. Vous sous-estimez l'importance des voiries urbaines en matière de Plan de Déplacements Urbains.

Vous êtes peut-être influencé en cela par une certaine tendance écologiste malvenue. Les voies urbaines ne servent pas qu'aux voitures. Elles sont le support des modes doux.

Qu'en est-il de votre bilan de la Linéa ? Elle est sur le papier. Elle est dans les promesses du Conseil général. Il y a 30 ans que tous les candidats aux cantonales du Conseil général promettent le RD4D. Pas un millimètre n'a été fait aujourd'hui.

De plus, le Jarret qui a été promis est limité à un carrefour. Concernant le cours Lieutaud, que le Maire des 1^{er} et 7^{ème} disait indispensable si on faisait le Vieux-Port, nous

allons voter les études alors que le projet Vieux-Port est terminé et que le flux de voitures émis du Vieux-Port ne passe pas sur le cours Lieutaud. Donc les voiries urbaines, c'est important. Et parmi ces voiries urbaines, le Boulevard Urbain Sud est une priorité, car ce n'est pas une voie, comme l'a très bien dit Guy Teissier, limitée aux quartiers Sud, c'est une voie communautaire du Vieux-Port et même une voie métropolitaine puisque dans l'esprit de la Métropole, ce sont les habitants d'Aix ou d'Aubagne qui pourront descendre vers les plages avec le Boulevard Urbain Sud.

Lionel Royer-Perreaut citait tout à l'heure Jean Jaurès. Je vais pour ma part citer Caton l'ancien. Il terminait tous ses discours sur tous les sujets par : « *et de plus, il faut détruire Carthage !* ». Finalement, il a eu gain de cause. Donc, Monsieur le Président, nous ferons de même. Nous avons commencé au Conseil des 6^{ème} et 8^{ème} arrondissements, je ne préjuge pas de ce que feront les conseillers municipaux au Conseil municipal lundi prochain, mais je crois en tout cas que dorénavant, tous les Marseillais et tout l'ensemble de la Communauté urbaine et du groupe UPAC puisque ce projet est communautaire, vous rappelleront la nécessité de commencer ce Boulevard Urbain Sud.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vais répondre à M. Talazac. Il a choisi le mauvais sujet en parlant de la voirie, car nous avons doublé le budget voirie à Marseille et dans toutes les communes depuis 2008. Les Maires de secteur en sont témoins. C'est une réalité que personne ne peut contester. J'ai là les chiffres du 9/10 pour M. Royer-Perreaut. Je les avais préparés parce que je savais qu'il allait attaquer. Pour le 9/10, c'est très simple :

- opérations spécifiques de voirie : 4,4 millions d'euros entre 2008 et 2013 ;
- grosses réparations de voirie : 20 millions d'euros entre 2008 et 2013 ;
- grandes opérations d'infrastructures (U430 réhabilitation du pont Maguy Roubaud) : 4,4 millions entre 2008 et 2013 ;
- le projet U224 dont le démarrage est prévu cette année : 22 millions d'euros pour désenclaver Castorama à Saint Loup.

Ce sont des réalités.

Monsieur MENNUCCI.- C'est le prix du Vieux-Port.

Monsieur LE PRESIDENT.- Oui, c'est le prix du Vieux-Port.

(Brouhaha)

Monsieur MAGRO.- Monsieur le Président, avec Claude Vallette, nous avons un engagement assez ancien vis-à-vis de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme à 14 heures et je ne voudrais pas que l'on fragilise l'adoption des Plans Locaux d'Urbanisme et que le débat en toile de fond sur le leadership à droite nous amène à ne pas pouvoir tenir nos engagements.

(Protestations)

Monsieur LE PRESIDENT.- Pour en revenir à la réalité, c'est-à-dire l'approbation des taux 2013 des impôts ménages, y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

8. FCT 008-22/03/13 CC - Approbation du taux 2013 de la Cotisation Foncière des Entreprises

Monsieur GIORGI.- Il s'agit d'approuver le taux de la CFE que l'on propose à la même hauteur que l'an dernier soit 32.63%. Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Ya-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

9. FCT 009-22/03/13 CC - Approbation des taux 2013 de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

Monsieur GIORGI.- Il s'agit d'approuver les taux 2013 de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères avec une étape intermédiaire pour l'harmonisation des taux puisque nous allons assister, par des réajustements, à l'adoption en dehors de Marseille de quatre taux distincts, 8, 10, 11,5 et 12, étape intermédiaire vers l'harmonisation totale.

Avis favorable de la Commission avec une réserve de vote du groupe UPAC.

Madame ORTIZ.- Monsieur le Président, concernant ce rapport, la première "harmonisation" des taux en 2010 s'est traduite par des augmentations importantes pour Marseille et Châteauneuf et a produit une recette d'environ 30 millions d'euros supportée pour l'essentiel par les Marseillais.

Il était convenu alors de procéder à une deuxième harmonisation en 2012 pour ramener toutes les communes sur quatre taux 8%, 10%, 12% et toujours Marseille à plus de 18% ; les deux augmentations devant générer un produit de 38 millions d'euros.

Les taux 2013 procèdent donc à une deuxième harmonisation avec l'objectif déclaré de "se rapprocher de zones homogènes en termes de services et de taux".

Qu'en est-il réellement ?

Tout d'abord, contrairement aux engagements de 2009, on n'est pas sur 4 taux, mais sur 5.

Si l'harmonisation sur les taux 8% et 10% est réalisée pour les 12 communes concernées, ce n'est pas le cas pour le taux pivot de 12% : Sausset reste à 12,1%, Marignane ne subit aucune augmentation à 11,50%, tandis que Carnoux et Roquefort La Bédoule passent à 11,50%. Pourquoi ces lissages différenciés alors que des communes comme Châteauneuf, Septèmes, Le Rove vont avoir des augmentations allant de 18 à 56% de leur taux ?

Où est l'homogénéité des zones de service et des taux, quand des communes balnéaires et touristiques comme Cassis, Carry sont à 8% et Sausset à 12,1% ? Quand des villes à la démographie comparable sont à 10% pour La Ciotat et 11,50% pour Marignane ?

Concernant Marseille, elle est à nouveau augmentée de 0,3%, passe la barre des 18% et vu le volume produit, il y a fort à parier que les Marseillais vont être à nouveau les principaux générateurs de recettes. Certes les besoins de service ne sont pas les mêmes, notamment au centre-ville, mais la production quotidienne des déchets n'est pas que le fait des habitants de la ville. On peut d'ailleurs faire le même constat pour les communes touristiques en pleine saison.

De plus, si l'hyper centre nécessite un service renforcé, les autres arrondissements passent les uns après les autres à une collecte sur 6 jours.

Ce n'est donc pas la nécessité de l'harmonisation qui est en cause, Monsieur le Président, mais le manque de cohérence et de solidarité des taux proposés.

Voilà pourquoi Monsieur le Président, notre groupe ne votera pas ce rapport et s'abstiendra.

Monsieur MORAINÉ.- Monsieur le Président, mes chers collègues, nous voterons contre cette augmentation des impôts que vous infligez aux ménages des habitants de la Communauté urbaine.

Lionel Royer-Perreaut a eu l'occasion de dire tout à l'heure que le fait que vous vous gargarisiez de ne pas avoir augmenté les impôts ménages ne signifiait pas pour autant

que vous n'aviez pas accru la ponction sur les ménages de la Communauté urbaine. Il a bien fait de préciser aussi que vous avez oublié de mentionner que lorsque la Ville de Marseille, sous les huées de la gauche au Conseil municipal a réduit les abattements à la taxe d'habitation, la Communauté urbaine avait réussi à empocher plus de 10 millions par an et c'est cela qui vous a permis de ne pas augmenter les impôts ménages.

Mais aujourd'hui, votre augmentation est trop dure pour tous les habitants de nos 18 communes, dans un contexte où le gouvernement de gauche, que vous soutenez, est responsable tout à la fois d'une explosion du chômage, d'une baisse du pouvoir d'achat et d'un véritable tsunami fiscal qui s'abat sur les classes moyennes.

(Applaudissements)

S'agissant des Marseillais...

(S'adressant à M. Mennucci) Allez, Monsieur Mennucci, ne faites pas semblant de défendre M. Caselli, personne ne vous croira !

S'agissant des Marseillais, c'est encore pire, cette augmentation pour eux, pour nous, est à la fois inique, injuste et insupportable, comme cela vient d'être dit par notre collègue du groupe communiste.

En effet, le résultat de votre décision, c'est que les Marseillais qui représentent 82% de la population de MPM vont payer 90% de la totalité du produit de la taxe, c'est-à-dire que loin de réduire l'injustice fiscale dont sont victimes les Marseillais, vous allez l'aggraver encore et encore !

Encore pourrait-on le comprendre si la ville de Marseille bénéficiait d'un meilleur traitement en termes de service, si notre ville était parfaitement propre... mais c'est l'inverse puisque Marseille est malheureusement de plus en plus sale, et en tout cas, la plus sale de nos 18 communes, en particulier parce que vous avez fait travailler quatre élus pendant un an et que vous n'avez pas mis en place les mesures que ces quatre élus ont préconisées. Et là, je sais que même du côté gauche de l'hémicycle, je n'aurai pas de contradiction.

L'injustice est double ! Le service est couteux ! Le service est exécrationnel !

Monsieur le Président, s'il vous manquait un peu d'argent pour boucler votre budget, il y avait d'autres moyens que d'aller le chercher dans la poche du contribuable déjà essoré jusqu'à la moelle...

La meilleure solution eut été de demander à vos amis Ministres socialistes qui débarquent par grappe chaque jour à Marseille, de remplacer leurs belles paroles mensongères par des actes. Vous auriez dû exiger de votre gouvernement qu'il donne quelques petits millions à Marseille quand il donne 30 milliards à Paris, mais pour cela...

(Exclamations)

... mais pour cela, il aurait fallu du courage et de l'influence, et en l'occurrence, vous n'avez eu ni l'un, ni l'autre ! Vous êtes coresponsable de cette défaite de Marseille et les Marseillais ne vous disent pas merci !

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Monsieur Moraine, je vois que la campagne électorale est lancée !

Monsieur MENNUCCI.- Monsieur le Président, je pense qu'il est temps de dire la vérité sur cette histoire des 30 milliards accordés à l'Île de France, car on entend tous les populistes de cette ville, sans exception, venir dire que le Premier Ministre a donné 30 milliards à l'Île de France.

Des voix.- C'est vrai !

Monsieur MENNUCCI.- Non, ce n'est pas vrai.

Je voudrais préciser les choses. Que sont ces 30 milliards ? Car il ne suffit pas de lire un titre de journal, mais d'essayer d'aller au bout. Premièrement, ces 30 milliards s'étalent sur 20 ans. Ce n'est pas exactement un chèque de 30 milliards. Deuxièmement, sur ces 30 milliards, il y a 18 milliards de taxes locales. C'est-à-dire que les 30 milliards dont on parle comprennent le Versement Transport de l'ensemble des entreprises de l'Ile de France qui, je crois, n'appartient pas au Premier Ministre mais est récupéré par la Région d'Ile de France. Il y a également une taxe sur les bureaux. D'ailleurs, nous serions bien inspirés les uns et les autres au moment du vote sur la Métropole de nous pencher sur cette taxe sur les bureaux pour savoir si notre future Métropole pourrait en bénéficier.

Donc, Monsieur Moraine, arrêtez sempiternellement de répéter ce que vous lisez. Normalement, vous n'êtes pas le plus populiste, mais je vois que vous êtes rentré dans la liste de ceux qui racontent à peu près n'importe quoi...

Monsieur MORAINÉ.- Venant d'un professionnel, c'est une médaille.

Monsieur MENNUCCI.- Je ne crois pas que je sois populiste parce que je vous dis la vérité.

La vérité, c'est que le Premier Ministre dans cette affaire-là a parlé de 30 milliards, ce qui est la totalité de la fiscalité de la région Ile de France, des taxes sur les bureaux et de l'aide de l'État au STIF (Syndicat des Transports d'Ile-de-France) et pas du tout d'une somme qui est décaissée par l'État comme si on allait donner un chèque de 30 milliards.

Alors s'il vous plait, arrêtez de mentir, tout cela n'est pas de votre niveau, Monsieur Moraine, vous nous aviez habitués à mieux.

Une voix.- Le défenseur du gouvernement !

Monsieur MENNUCCI.- Mais je m'honore, Monsieur, de défendre le gouvernement ! Je m'honore.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je voudrais parler de cette délibération. Elle ne fait qu'appliquer la loi. La législation nous oblige à une uniformité des taux sur deux ou trois zones, probablement deux, d'ici fin 2014. C'était la deuxième étape de l'augmentation des taux que nous avions programmée. Nous avions remis celle qui devait être faite en 2012 à cette année, avec l'accord de tous les Maires.

Pour la ville de Marseille, Monsieur Moraine, l'augmentation écrasante dont vous parlez, c'est 4 euros par foyer fiscal et par an. Cela fait 30 centimes d'euros par mois.

Monsieur MORAINÉ.- C'est 18 !

Monsieur LE PRESIDENT.- Non, Monsieur Moraine, vous vous trompez.

Monsieur ROYER-PERREAUT.- Mais la collecte ne se fait pas !

Monsieur LE PRESIDENT.- C'est 4 euros par foyer fiscal et par an. Il y a effectivement des communes plus touchées que d'autres, car elles partent de très bas. Châteauneuf-les-Martigues en 2008 était à 2%, donc forcément, les augmentations les impactent beaucoup plus. Mais nous appliquons la loi.

Monsieur MORAINÉ.- Non, la plus impactée, c'est Marseille.

Monsieur LE PRESIDENT.- En matière de taux, certainement pas, cela représente 0.3%, soit une augmentation de 4 euros par foyer fiscal en moyenne par an. C'est quasiment résiduel.

Au contraire, Marseille n'a quasiment pas été touchée par cette délibération. Vous pouvez tordre les chiffres comme vous voulez, mais c'est la réalité.

Cela signifie que si nous ne votons pas cette délibération, fin 2014, il faudra voter un taux massif pour la plupart des communes. Il faut que les communes le sachent, c'est la

vérité. D'après le Grenelle 2, nous sommes obligés de le faire. Chacun prend maintenant ses responsabilités.

Si jamais il y a un vote négatif sur cette délibération, cela voudra dire que nous remettons tout à fin 2014, c'est-à-dire après les élections municipales. Mais que les Maires des communes et le Maire de Marseille sachent bien que cela sera beaucoup plus fort.

Monsieur ROSSO.- Monsieur le Président, il est vrai que lors d'une réunion des Maires, nous avons étudié cela très sérieusement et nous nous étions engagés à respecter ce que vous avez dit. Pour ma population, ce sera cher, mais il faut être de parole.

Monsieur LE PRESIDENT.- 23 euros par an et par foyer fiscal.

Monsieur ROSSO.- Les Maires ont donné leur accord sur ce rattrapage et cette harmonisation. Bien que mon groupe s'abstienne, j'ai la procuration de M. Molino et je voterai pour avec M. Molino.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je ne suis pas persuadé que l'abstention de votre groupe permette au texte de passer.

Je mets aux voix ce rapport. Nous allons compter.

Qui est pour la progressivité de la loi ou pour un coup de massue en 2014 ?

Monsieur MENNUCCI.- Cette municipalité est invraisemblable, il faut la changer !

(Brouhaha, tumultes)

Ils sont inconcevables. Ils vont bloquer.

Monsieur MORAINÉ.- Nous avons le droit de voter, non ? On peut voter comme on veut !

Monsieur LE PRESIDENT.- Votez comme vous voulez.

Monsieur MENNUCCI.- A la mairie de Marseille, ils vont nous bloquer les investissements sur la ville ! M. Moraine est en train de s'amuser et les Marseillais vont trinquer.

Monsieur MORAINÉ.- Il y en a assez des menaces de M. Mennucci.

Monsieur MENNUCCI.- Ce n'est pas une menace, Monsieur Moraine, c'est un constat.

Monsieur LE PRESIDENT.- D'autant plus qu'en réunion des Présidents de groupe, il était question d'abstention, aujourd'hui, cela a changé.

Monsieur MENNUCCI.- Monsieur le Président, il faut une suspension de séance.

Monsieur MORAINÉ.- C'est l'affolement général !

Monsieur LE PRESIDENT.- Le groupe communiste reste sur sa position. Nous passons au vote, que chacun prenne ses responsabilités.

Monsieur MENNUCCI.- Monsieur le Président, essayons de l'éviter, faisons une suspension de séance.

Monsieur LE PRESIDENT.- On ne peut pas l'éviter, le groupe communiste est raide sur sa position.

Je déclare une suspension de séance de cinq minutes.

(Brouhaha, tumultes)

(Suspension de séance à 13 heures, reprise à 13 heures 11)

Monsieur LE PRESIDENT.- Mesdames et messieurs, si vous voulez reprendre place, nous reprenons la séance.

Je donne la parole à M. Dutoit.

Monsieur DUTOIT.- Monsieur le Président, il est aujourd'hui fait la démonstration que notre Communauté urbaine a un exercice profondément démocratique dans ses propres délibérations. Je constate que les engagements pris par le groupe UPAC à la conférence des Présidents n'ont pas été respectés.

Pour ce qui concerne le groupe communiste, je ne vais pas répéter les raisons pour lesquelles nous sommes très circonspects du point de vue de cette Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères. Je vous rappelle d'ailleurs qu'ici même, le groupe communiste avait déjà formulé ces critiques la dernière fois.

Ceci étant, pour faire avancer l'ensemble de l'institution et répondre au mieux et au plus vite aux intérêts des habitants de l'ensemble de nos communes (et je dis bien l'ensemble de nos communes), le groupe communiste assume la responsabilité de changer son vote et votera pour cette taxe.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Monsieur Dutoit.

Je mets aux voix l'approbation du taux 2013 de la TEOM.

Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe UPAC à l'exception de Mmes Cardona, Salvo et MM. Diard, Tixier, Pepe, Valéri, Mattéi et Alexanian s'abstenant et de Mmes Milon, Centino et MM.Giorgi, Jullien-Fiori, Rivière, Orgeas, Ghigonetto, Blanc, Piccirillo, Léotard votant pour.

Abstentions de MM. Croce et Gillet

Monsieur LE PRESIDENT.- Je remercie les Maires qui ont parfaitement respecté leurs engagements.

Monsieur MAGRO.- Vous pouvez remercier le groupe communiste.

Monsieur LE PRESIDENT.- Cela va de soi Monsieur Magro.

Je remercie votre esprit républicain et votre esprit civique.

10. FCT 010-22/03/13 CC - Remboursement à la Commune de Carry-le-Rouet de la taxe de séjour de l'exercice 2012 encaissée par la régie comptable communautaire du Port de Carry-le-Rouet.

Monsieur GIORGI.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Monsieur AGULLO. - Monsieur le Président, il se trouve que nous n'avons pas à voter sur le budget de l'eau, mais à l'occasion du budget, nous les élus communistes et les élus d'Europe Écologie, souhaiterions faire une déclaration commune.

À l'occasion de la journée mondiale de l'eau, placée cette année sous le signe de la coopération, nous réaffirmons ensemble que l'eau est un bien commun de l'humanité et non une marchandise. Nous réaffirmons que l'accès à l'eau est un droit universel.

Pourtant plus du tiers de la population mondiale n'a toujours pas accès à l'eau potable et surtout à un assainissement de base. Les déclarations se succèdent pour une gestion durable et publique de ce bien commun, mais le Partenariat Public Privé sert toujours de modèle à la mise en place d'une politique mondiale de l'eau, à partir d'un marché dominé par des multinationales, dont l'objectif n'est pas de distribuer de l'eau, mais de la vendre.

En France, la gestion de l'eau échappe le plus souvent à tout contrôle démocratique et reste peu équitable. La charge de l'eau dans le budget des ménages représente moins de 1% pour les plus riches, mais jusqu'à 10% pour les plus démunis.

Distribuer et assainir a un coût, mais il n'y a pas de raisons de rajouter à ce service public les dividendes des actionnaires des majors : entre 10 et 20 millions d'euros chaque année sur le seul territoire de Marseille Provence Métropole pour Véolia ou Suez.

C'est pourquoi nous avons proposé que la communauté urbaine de MPM reprenne en régie les services publics de l'eau et de l'assainissement au terme des contrats de DSP à partir de janvier 2014. Le principe a été rejeté, et de plus, rien de significatif, à ce jour, ne nous rapproche d'une construction transparente, partagée, citoyenne, sociale et écologique du service public de l'eau et de l'assainissement que nous devons à nos concitoyens.

Aujourd'hui, nous voulons ensemble continuer ce combat en soutenant quatre propositions immédiates :

Premièrement, nous voulons la création d'un conseil citoyen associant les usagers aux choix et au contrôle du service public de l'eau et de l'assainissement de MPM et doté de moyens autonomes inscrits au budget de la collectivité.

Deuxièmement, nous souhaitons un système tarifaire écosolidaire qui vise trois objectifs :

- Harmoniser par le bas le prix du mètre cube afin de ne pénaliser aucun usager.
- Garantir aux foyers les plus fragiles une facture d'eau ne dépassant jamais 3% de leurs revenus, pour un volume moyen de 120 mètres cubes par an, par famille avec trois enfants.
- Définir en concertation avec les usagers trois usages de l'eau invitant à une consommation responsable avec une tarification adaptée : Eau essentielle au prix coûtant hors taxes et redevances – Eau utile incluant l'activité économique, industrielle, commerciale, agricole – Eau de confort.

La dernière demande Monsieur le Président est un développement de la coopération internationale par l'obligation faite aux délégataires d'abonder financièrement à la réalisation des projets de coopération publics décidés par MPM, en reversant chaque année leurs quotes-parts prélevées sur leurs bénéfices annuels après impôt.

Nous souhaitons ce développement de cette façon-là. Je vous remercie Monsieur le Président.

(Applaudissements)

Madame VASSAL.- Effectivement, Monsieur Agullo, c'est la Journée mondiale de l'eau. On note bien tout ce que vous êtes en train de nous dire. La seule chose que je peux regretter – et je vous rappelle qu'il existe une Commission, la Commission AGER, dans laquelle vous siégez depuis peu d'ailleurs, mais dans laquelle votre groupe est représenté et dans laquelle nous avons travaillé sur les préconisations à donner au niveau du cahier des charges – c'est que nous aurions aimé que le groupe des Verts soit présent lors du travail que nous avons fait pendant plus de six mois, à la demande du Président Caselli. Donc, là, c'est un peu facile de venir aujourd'hui et de nous donner vos préconisations.

Pour fêter cette Journée de l'eau Monsieur le Président, je voudrais revenir une nouvelle fois sur la DSP qui est en cours sur l'eau et l'assainissement, DSP qui doit rentrer en vigueur au 1^{er} janvier 2014.

Monsieur le Président, vous avez assuré à l'ensemble des délégataires, aux représentants du personnel, aux entreprises qui candidatent, mais aussi aux Maires de MPM que le dépôt des offres se ferait le 2 avril prochain. Je rappelle à l'Assemblée pour mémoire que la date de ce dépôt était initialement prévue le 15 janvier dernier, qu'elle a été reportée au 31 janvier, puis repoussée au 28 février et enfin, renvoyée une nouvelle fois au 2 avril.

Derrière cette rafale de renvoi, il en va non seulement de la crédibilité de notre institution, mais aussi de la volonté de maintenir une qualité du service au meilleur coût. L'enjeu, et vous le disiez très justement, Monsieur Agullo, est majeur.

Il s'agit de la gestion d'un service essentiel et vital que nous devons à nos concitoyens. Je tiens à préciser tout de suite, Monsieur le Président, que je n'ai nullement l'intention de mettre en doute votre parole ou votre bonne foi pour la remise en cause de cette délégation de service public.

Je suis tout à fait persuadée que vous allez nous confirmer que les délais de dépôt des offres seront maintenus et que le calendrier sera respecté.

Mais seulement, trop de bruits agitent actuellement notre collectivité. Trop de rumeurs circulent avec certaines arrière-pensées de certains qui s'emploieraient à brouiller un peu le jeu juridique et à créer une confusion politique qui vous conduirait peut-être à tout renvoyer après les élections municipales de 2014.

Voilà pourquoi, Monsieur le Président, nous aimerions avoir la certitude que l' élu que vous avez chargé pour présider la Commission de Délégation de Service Public et d'Appels d'Offres partage tout à fait votre détermination à respecter ce calendrier jusqu'à son terme.

Voilà pourquoi, Monsieur le Président, nous aimerions être rassurés sur les démarches et les ambitions personnelles de certains de vos anciens collaborateurs qui ont choisi, pardonnez-moi l'expression, un autre « poulain » que vous pour la course aux municipales. Entre amis socialistes, le choix est vraiment difficile et la personnalité éminente, dont nous entendons beaucoup parler en ce moment, dit haut et fort que rien ne sortira avant 2014.

Les délais sont très courts pour tenir vos engagements, Monsieur le Président.

Et je vous propose l'assistance des services de la Ville si naturellement vous en ressentez l'utilité. Leur expérience est grande dans ce type de négociations. Je prendrai pour exemple la dernière qui a été menée pour le choix des prestataires pour réaliser le futur Stade Vélodrome.

Seuls, nos moyens sont réduits, et c'est ensemble, nous serons plus forts dans l'intérêt des habitants de MPM. Car c'est bien, pour nous aujourd'hui, le seul intérêt qui doit nous guider. Et je suis sûre, comme tous les Maires qui siègent dans cette enceinte, que c'est la fiabilité du service que nous souhaitons mettre en avant et non pas des enjeux politiques.

Merci Monsieur le Président.

(Applaudissements)

Monsieur BENZI.- Monsieur le Président, mon intervention n'a pas un rapport direct avec la question de l'eau. Je pense que vous allez répondre et si vous le souhaitez, j'interviendrai ensuite sur un autre problème.

Monsieur TIMEZOUIKHT.- Monsieur le Président, le Modem s'associe complètement aux propos de M. Agullo.

En revanche, je voudrais répondre à Mme Vassal et vous encourager au contraire à prendre votre temps. Je suis très content que ces délibérations aient été reportées, car il faut savoir que nous nous engageons quand même sur quelque chose qui n'est pas une marchandise, l'eau. C'est quelque chose de très important pour nos concitoyens, qui compte sur leur pouvoir d'achat. Mais surtout, nous nous engageons sur des décennies.

Or, quand nous regardons les derniers contrats, nous constatons que nous avons eu presque une douzaine d'avenants qui n'ont pas forcément été négociés à l'avantage de nos concitoyens.

Alors, Monsieur le Président, non seulement, je vous soutiendrai sur vos reports, mais je vous demanderai d'associer le plus d'élus possible de façon à ce que les nouveaux contrats soient vraiment négociés dans l'intérêt de nos concitoyens.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je ferai une réponse globale.

Monsieur Agullo, je ne vais pas rentrer dans le détail de ce que sera la négociation finale avec les sociétés qui seront choisies pour participer. C'est une négociation que je mènerai en personne avec les services de la Communauté urbaine, avec, à mes côtés, à la fois la Présidente de la Commission AGER, Mme Vassal, et le Vice-président à l'eau et à l'assainissement, M. Amiraty. C'est à ce moment-là que vous pourrez juger de ce que nous allons proposer.

Dans toute négociation, on ne révèle pas publiquement ce que l'on va dire à celui qui est assis en face. Donc pour l'instant, je m'abstiendrai de répondre globalement sur ce point. Vous nous jugerez sur le bilan et vous nous jugerez sur les actes.

Madame Vassal, comme vous le savez très bien, un appel d'offres de ce type, c'est-à-dire l'appel d'offres le plus important de France en matière d'eau et d'assainissement après la région parisienne, sera un contrat très regardé. Nous prenons donc toutes les précautions possibles pour ne pas nous retrouver dans des impasses juridiques ou dans des possibilités pour les uns ou les autres d'attaquer ce qui sera véritablement le choix final.

Cela signifie que nous avons pris de nombreuses précautions. La Direction de la Concurrence et les Prix nous a demandé des précisions. Il a fallu du temps pour leur répondre. Il a fallu également négocier la fin des contrats qui allaient après 2014, il fallait bien le faire afin que tout soit remis à zéro en 2014.

Je vous rassure, nous sommes parfaitement dans les temps et le 2 avril, nous procéderons à la remise des offres. Vous voilà rassurée.

Maintenant, je dois vous dire que le Président de la Commission d'Appels d'Offres a toute ma confiance. Il a la même détermination que moi, bien entendu pour que ce délai soit respecté. Il ne m'a jamais été donné de croire une seconde qu'il n'était pas sur la même logique que moi. Ce n'est pas le cas du tout. J'ai une confiance absolue dans les services de MPM qui ont mené tout ce travail d'analyse auquel la Commission AGER a largement participé. Il est vrai que lorsqu'il y a une Commission AGER qui travaille, j'aimerais que tous les membres de la Commission y participent. Les absents ont toujours tort et la politique de la chaise vide n'a jamais servi personne.

J'ai donc confiance dans les collaborateurs, confiance dans les élus qui sont chargés de cette négociation à laquelle le Président de la Commission d'Appels d'Offres participe de droit. Les délais seront respectés. Nous procéderons ensuite à la négociation qui va amener, nous l'espérons tous, à une meilleure qualité de l'eau pour nos concitoyens, à une sécurisation de l'eau, à des mesures sociales qui accompagneront ce contrat, mais également à une baisse du prix de l'eau pour l'ensemble de nos concitoyens ainsi qu'une grande politique pour l'assainissement. Nous avons souvent et longuement échangé avec la Ville de Marseille sur l'assainissement. La Ville de Marseille est quasiment partenaire puisque nous avons un réseau unitaire avec la Ville donc nous avons, dans ces négociations, le même intérêt et sommes solidaires. Nous souhaitons que l'assainissement soit le meilleur possible.

Dans les communes, également, nous ferons ce qu'il faut. Il y a trois lots d'assainissement selon les bassins versants et nous ferons le maximum pour avoir la meilleure négociation possible.

Voilà ce que j'avais à dire pour aujourd'hui. Vous comprendrez que la sensibilité d'un marché de ce type est telle que je ne m'étendrai pas plus longtemps.

Merci.

Monsieur Benzi, vous avez la parole.

Monsieur BENZI. - Monsieur le Président, je vous remercie. Je ferai tout d'abord une petite réponse à notre collègue, le flamboyant Député Maire du 1/7 dans l'histoire du Grand Paris. Vous n'êtes pas sans savoir que je suis membre du Conseil d'administration du GART, le groupement des autorités organisatrices des transports. Je dois vous dire que le dernier Conseil a été relativement houleux puisque M. le Député Maire flamboyant du 1/7 a oublié de vous dire, en parlant du financement, que M. le Premier Ministre a émis une proposition de doubler les PV, de les faire passer à 37 euros. Cela veut dire, mes chers collègues, que si par malheur, cette idée était adoptée, les Marseillais auraient la double peine : pas un centime pour nos infrastructures et par contre, nous paierions le Grand Paris. Ceci dit, ce n'est qu'une hypothèse qu'a lancée le Premier Ministre, mais je la laisse à votre sagacité.

Monsieur le Président, mes chers collègues, mon intervention ce matin concernera le dossier Fralib.

D'abord Monsieur le Président, un constat. Ce dossier a été très mal géré dès le départ et met notre Communauté urbaine à l'heure actuelle dans une situation insupportable ; car mes chers collègues, au-delà des chiffres, au-delà de l'implacable réalité économique, il y a Monsieur le Président, des hommes, des salariés auxquels vous avez fait miroiter de l'espérance, et qui hélas peut-être vont avoir un réveil cruel.

Malgré les avertissements en leurs temps de M. Renaud Muselier, malgré les réserves de M. le Sénateur Maire Bruno Gilles, malgré les conseils de notre Présidente, vous avez continué.

Les faits, comme dirait Jean-Claude Gaudin, nous allons regarder dans le rétroviseur, la seule différence, Monsieur le Président, c'est que le rétroviseur de Jean-Claude Gaudin, il est propre, il est clair. Le vôtre, il est opaque – tout à l'heure, vous avez employé le terme d'enfumage – il est enfumé.

La genèse de cette malheureuse affaire : le 24 mai 2012, vous annoncez lors d'une conférence de presse le rachat du terrain par MPM pour un montant de 4,25 millions d'euros. Au passage, le Maire de Gémenos qui quelque part est quand même concerné est averti quelques minutes avant la conférence de presse.

Le 25 mai 2012, Arnaud Montebourg, le ci-devant Ministre du Redressement Productif rentre dans ce dossier et vous encourage fortement à procéder au rachat ; je vous

rappelle pour mémoire que tous ces faits se produisent comme par hasard au moment des législatives.

Le 2 août 2012, par un simple communiqué de presse, vous nous annoncez l'achat pour un montant de 5,3 millions d'euros !

Le 6 septembre l'acte de vente est signé entre MPM et la SCI Gounod pour 5,3 millions d'euros. Au passage, nous pouvons nous poser la question de savoir pour quelle raison, comme par miracle, de 4,25 millions d'euros, prix initialement annoncé, nous passons à 5,3 millions d'euros.

Alors que dans ce dossier, ni les Vice-présidents de la Communauté urbaine, ni la Commission de Fonctionnement, encore moins les conseillers communautaires n'ont été saisis. Vous continuez malgré ce allègrement votre chemin.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Benzi, je vous signale que c'est hors sujet et il est déjà 13 heures 30. Nous n'allons plus avoir le quorum. Terminez.

Monsieur BENZI.- La grande idée de sortie de crise et que vous soutenez, est de créer une SCOP, mais pour que cela fonctionne, il fallait deux conditions essentielles : d'une part qu'Unilever cède la marque « éléphant » à la SCOP et d'autre part qu'Unilever concède la sous-traitance à la même structure.

Patatras ! En plein mois d'août 2012, Unilever déclare dans un grand quotidien national que d'une part il n'est pas question de céder la marque et encore moins la sous-traitance.

Vous comprendrez aisément, Monsieur le Président, mes chers collègues, que l'avenir de la SCOP est fortement remis en question.

Mais il y a plus grave. Posant régulièrement la question à notre collègue Coulomb, à qui je rends hommage pour son honnêteté intellectuelle, le Président de la Commission Fonctionnement me répond, concernant ce dossier, que dans cette affaire : « *si effectivement le montage et l'avenir financier de la SCOP se révélaient impossibles à réaliser MPM ne perdrait pas d'argent, car elle serait amenée à revendre les terrains et de ce fait à réaliser une plus value confortable* ».

Je ne savais pas Monsieur le Président, mes chers collègues, que MPM avait vocation à devenir un acteur de la spéculation.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Benzi, vous terminez ou on arrête.

Monsieur BENZI.- Mais Monsieur le Président, mes chers collègues, ce qui nous atterre le plus, et je le précisais au début de mon propos, il y a des hommes...

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Magro, vous avez la parole.

Monsieur BENZI.- J'ai un temps de parole, vous n'avez pas le droit...

Monsieur LE PRESIDENT.- Il y a un temps de rien du tout ou le temps que je vous autorise. Ce n'est pas une délibération et si c'est pour redire ce que vous lisez dans les journaux, ce n'est pas la peine.

(Brouhaha, tumultes)

Monsieur BENZI.- Actuellement à peu près 80 salariés occupent le site, ils vont se sentir trompés, voire trahis. Qu'allez-vous faire, Monsieur le Président ?

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Caradec, s'il n'y a plus le quorum, les dossiers ne passent pas, je vous le dis...

Monsieur BENZI.- *(Suite de l'intervention hors micro)* Quand vous aurez vendu le terrain, appellerez-vous les escadrons de police pour déloger les salariés ?

Alors Monsieur le Président, force est de constater que vous avez utilisé d'une façon bien légère l'argent de MPM et maintenant nous nous trouvons dans une situation dramatique.

Monsieur MAGRO.- Je rappelle que la commune de Roquefort-la-Bédoule attend que l'on puisse adopter son PLU.

Monsieur BENZI.- Alors Monsieur le Président, le pêcheur peut toujours se repentir. L'Église catholique vient d'élire François, le Pape des pauvres, des exclus, des favelas. Alors, si la Communauté urbaine était forcée de vendre ce terrain au détriment du personnel, à ce moment-là, sur la plus-value que nous ferions, je propose que MPM en verse une partie aux personnels.

Je vous remercie.

Monsieur MAGRO.- Premièrement, je pensais effectivement que l'élection du Pape François aurait apaisé M. Benzi, ça n'est pas le cas.

Deuxièmement, je vous félicite, avec mon groupe, d'avoir procédé à l'acquisition de ce foncier qui permet aujourd'hui de laisser une situation ouverte pour Fralib mais aussi pour le développement économique...

Monsieur LE PRESIDENT.- ... et en accord avec le Maire de Gémenos...

Monsieur MAGRO.- ... en accord avec M. Giberti, le Maire de Gémenos, j'en suis même le témoin direct, mais aussi du Député Deflesselles, dans cette période troublée, je pense qu'il était également d'accord avec cela.

Dernier mot, je pense que ce qui bloque aujourd'hui, c'est Unilever. Personne ne s'en souvient, mais Unilever est un prédateur ancien du tissu industriel marseillais. Il existait une entreprise issue d'un certain nombre de regroupements dans le domaine du savon de Marseille dans les années 70/80 qui s'appelait Unipol. Déjà à l'époque, Unipol a été liquidé par Unilever au nom de logiques financières. Donc cela fait très longtemps que le groupe Unilever sévit sur ce territoire. Le problème est là et pas ailleurs.

Monsieur BENZI.- J'attends une réponse.

Monsieur LE PRESIDENT.- Nous en sommes au rapport n°11 et il est 13 h 35.

Monsieur BENZI.- C'est scandaleux !

Monsieur LE PRESIDENT.- Vous avez le scandale sélectif, Monsieur Benzi.

Monsieur BENZI.- Non, on vous pose des questions, vous devez répondre. C'est l'argent de la Communauté urbaine !

Monsieur LE PRESIDENT.- Il est bien placé, ne vous inquiétez pas.

11. FCT 011-22/03/13 CC - Remboursement à la Commune de La Ciotat de la taxe de séjour de l'exercice 2012 encaissée par la régie comptable communautaire du Port de La Ciotat

Monsieur GIORGI.- Le montant du remboursement est de 27068,57 euros. Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

12. FCT 012-22/03/13 CC - Remboursement à la Commune de Sausset-les-Pins de la taxe de séjour de l'exercice 2012 encaissée par la régie comptable communautaire du Port de Sausset-les-Pins

Monsieur GIORGI.- Le montant du remboursement est de 343,95 euros. Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

13. FCT 013-22/03/13 CC - Remboursement à la Commune de Marseille de la taxe de séjour de l'exercice 2012 encaissée par les régies comptables communautaires des Ports du Frioul, du Vieux-Port et de la Pointe-Rouge

Monsieur GIORGI.- Le montant du remboursement est de 3315 euros. Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

14. FCT 014-22/03/13 CC - Diversification des outils de financements de la Communauté urbaine

Monsieur GIORGI.- Avis favorable de la Commission avec une réserve de vote du groupe UPAC.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

15. FCT 015-22/03/13 CC - Election d'un Vice-président. Election d'un membre du Bureau. Composition des Commissions Permanentes de Travail et d'Etudes. Désignations au sein d'organismes extérieurs

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vous propose de désigner M. Jean Montagnac en remplacement du Professeur Pene au sein de la Commission Fonctionnement, du comité de pilotage du PLIE Ouest et du comité de pilotage Ouest du Programme d'intérêt général d'amélioration de l'habitat ancien dégradé.

Je vous propose d'élire également M. Jean Montagnac, deuxième Vice-président et membre du Bureau de Marseille Provence Métropole.

Je pense qu'il n'y a pas d'objection. Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

16. FCT 016-22/03/13 CC - Approbation de la revalorisation et de l'affectation d'une autorisation de programme relative aux études et travaux de maintenance et de mise aux normes du Marché d'Intérêt National de Saumaty

Monsieur GIORGI.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

17. FCT 017-22/03/13 CC - Approbation des tarifs applicables aux occupants du "Marché d'Intérêt National de Saumaty"

Monsieur GIORGI.- Avis favorable à l'unanimité de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

18. FCT 018-22/03/13 CC - Autorisation de dégrèvement partiel de la Redevance d'Occupation du Domaine Public Routier

Monsieur GIORGI.- Avis favorable à l'unanimité de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

19. FCT 019-22/03/13 CC - Approbation de la revalorisation de trois autorisations de programme relatives au parc informatique

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

20. FCT 020-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour l'acquisition de matériels audiovisuels et autres équipements

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

21. FCT 021-22/03/13 CC - Adhésion à l'AFCDP, Association Française des correspondants à la Protection des Données à Caractère Personnel

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

22. FCT 022-22/03/13 CC - Adhésion à APRONET - Association des professionnels internet des collectivités territoriales

Monsieur MOREL. - Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT. - Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

23. FCT 023-22/03/13 CC - Adhésion à l'association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA)

Monsieur MOREL. - Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT. - Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

24. FCT 024-22/03/13 CC - Paiement de la cotisation 2013 à l'Association AFIGEO (Association Française pour l'Information Géographique)

Monsieur MOREL. - Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT. - Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

25. FCT 025-22/03/13 CC - Paiement de la cotisation 2013 à l'Association "Architectures Maîtres d'Ouvrage Provence Méditerranée"

Monsieur MOREL. - Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT. - Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

26. FCT 026-22/03/13 CC - Paiement de la cotisation 2013 à l'Association des Communautés urbaines de France (ACUF)

Monsieur MOREL. - Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT. - Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

27. FCT 027-22/03/13 CC - Paiement de la cotisation au Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE)

Monsieur MOREL. - Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT. - Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

28. FCT 028-22/03/13 CC - Paiement de la cotisation 2013 à l'association Finances gestion évaluation des collectivités territoriales (AFIGESE)

Monsieur GIORGI.- Le montant est de 680 euros. Avis favorable à l'unanimité de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

29. FCT 029-22/03/13 CC - Adhésion à la FNCCR Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (communications électroniques)

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

30. FCT 030-22/03/13 CC - Paiement de la cotisation 2013 à l'association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

31. FCT 031-22/03/13 CC - Création d'Emplois d'Avenir

Monsieur MOREL.- La loi du 26 octobre 2012 qui portait sur la création des emplois d'avenir est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2012. Ces emplois s'adressent à des jeunes selon certains critères. Il est proposé de créer 50 emplois d'avenir à MPM.

Si vous me le permettez Monsieur le Président, je voudrais dire combien ce dispositif que le gouvernement a créé par la loi du 26 octobre 2012, même s'il ne choisit pas la voie de la facilité, est sans doute l'un des plus intelligents qui aient été mis en place en faveur des jeunes sans qualification dans un objectif de parcours de l'emploi.

Je voudrais donner quatre raisons très rapidement.

Premièrement, il s'agit de contribuer à répondre à un chômage de jeunes massif et particulièrement dans MPM. Deuxièmement, il s'agit de permettre, et c'est là l'originalité de cette loi, de donner une formation à des jeunes sortis du système scolaire sans diplôme, et il y en a aujourd'hui 120 000 par an. C'est l'originalité du processus et de cette délibération que de proposer un plan de formation très détaillé.

Troisièmement, c'est un soutien à des secteurs à forte utilité sociale ou des secteurs en développement. C'est ce que vous proposez dans les 50 emplois proposés.

Enfin, quatrième raison qui me paraît encore plus forte et de même nature que la formation professionnelle, c'est le tutorat. Chaque jeune devra être accompagné par un tuteur et pour trois ans.

Voilà un dispositif innovant dans notre pays, mais je rappelle à tous nos collègues qu'il a été mis en place dans de nombreux pays, en particulier nordiques, et a donné d'excellents résultats donc il peut contribuer parmi d'autres, à donner à notre pays un

instrument à la hauteur des défis du chômage des jeunes qui l'accable aujourd'hui. Je vous remercie.

Madame BERNASCONI.- Monsieur le Président, je suis toujours stupéfaite. Je ne voudrais pas vous dire ce que je pense exactement de M. Morel que je vis au Conseil d'arrondissement... bref.

Sur la question des emplois jeunes, Monsieur le Président, je vais m'adresser à vous, particulièrement, pour vous demander ce matin, malgré ce que l'on vient d'entendre, de faire preuve de discernement. Si nous pouvons comprendre que vous souteniez les yeux fermés les décisions prises par le gouvernement, si nous pouvons comprendre que, dans les Bouches-du-Rhône, ce soit une tactique politique bien utile face au panier de crabes qu'est le PS actuellement dans ce département, nous ne pouvons pas accepter que cet aveuglement impacte lourdement les finances de MPM sans résultat probant.

Sur le sujet de la Métropole, vous avez eu raison de soutenir le gouvernement, même si, comme le Maire de Marseille a pu le dire à plusieurs reprises, c'est un projet qui aujourd'hui va un peu loin, qui va un peu fort, qui vraisemblablement va devenir une usine à gaz, mais nous verrons...

Sur les contrats d'avenir, Monsieur le Président, vraiment, il faut faire preuve de discernement. Ce n'est pas la bonne solution pour lutter contre le chômage et vous le savez. Ce n'est pas parce que l'on répète un mensonge qu'il devient une vérité. Ce n'est pas à force de répéter les mauvaises recettes qu'elles deviennent de bonnes recettes. Il y a 15 ans, les emplois jeunes ont été un échec au final et les emplois d'avenir ne sont rien d'autre que des emplois jeunes revisités. Pire, ce sont des emplois jeunes au rabais, ce sont des emplois jeunes pour trois ans.

Je vous rappelle, Monsieur Morel, que les emplois jeunes contenaient déjà un volet formation, qui, comme dans tous les contrats aidés, n'était jamais mis en place.

Ces emplois d'avenir n'ont d'avenir que le nom. Pour que les jeunes puissent aujourd'hui retrouver le chemin de l'emploi, il faudrait plutôt s'atteler à ce que leur formation corresponde aux besoins des entreprises. Il faudrait plutôt s'atteler à ce que les jeunes connaissent les emplois à pourvoir dans leur territoire plutôt que d'orienter encore les jeunes vers des emplois offerts par les collectivités locales. Pourquoi ne monterions-nous pas ensemble des opérations avec notamment des secteurs en pointe sur le territoire de MPM ? L'aéronautique par exemple cherche désespérément des jeunes en formation. Mais il y a aussi des secteurs comme la réparation navale, des secteurs comme la banque, des secteurs qui offrent aujourd'hui des emplois qui n'arrivent pas à être pourvus parce que les jeunes ne sont pas formés, des secteurs qui, grâce à des politiques de développement économique ayant porté leurs fruits, proposent des emplois de tout niveau de qualification pas seulement des emplois pour des jeunes sans qualification, mais des emplois tout au long de la chaîne.

Non seulement les contrats d'avenir sont une mauvaise réponse aux problèmes des jeunes, mais en plus, ils rentrent en concurrence avec les autres contrats aidés, car il y a dans l'insertion un certain nombre de contrats aidés qui sont bien utiles dans les parcours d'insertion. Mais aujourd'hui, nous évaluons à enveloppe constante donc il y a une demande aux services de l'État d'aller remplir les quotas d'emplois jeunes ; tout cela au détriment des personnes qui sont au RSA. C'est un scandale, car ces personnes-là n'ont parfois plus aucun recours que de travailler en emploi aidé dans les associations. Et si, elles pouvaient être recrutées dans les collectivités, ce serait peut-être plus utile.

Pourquoi se borner à orienter les jeunes vers l'emploi aidé, vers ensuite les emplois dans les collectivités locales quand nos entreprises ont tant besoin de forces vives, quand nos entreprises ont tant besoin d'énergie ?

Les cinquante emplois d'avenir que vous nous proposez ce matin ne sont pas à la hauteur des problèmes d'emploi de notre territoire, ni des problèmes des demandeurs

d'emploi, ni des problèmes des entreprises. Les politiques de votre gouvernement que vous essayez de mettre en place ne sont pas innovantes. Elles sont pratiquées et elles sont inefficaces. L'excuse de l'héritage ne tient plus. Ces derniers mois, sachez que la politique gouvernementale en matière d'économie n'a eu d'autres résultats que de voir le chômage augmenter deux fois plus vite que ces dernières années.

Voilà le résultat de la politique qui est menée.

Monsieur le Président, en plus d'être inefficace, le recrutement de ces cinquante emplois est une décision qui va coûter cher à notre collectivité, car on est bien en train de parler d'emplois précaires, d'emplois qui ne seront pas destinés à l'entreprise. Aujourd'hui pour trois ans, ce sont près de deux millions d'euros qui vont être investis, sans qu'il n'y ait le moindre plan pour que ces jeunes puissent obtenir un débouché parce qu'il n'y a pas de connexion avec les besoins de notre territoire, je le répète. Je sais très bien comment tout cela va se terminer, ce sera des recrutements pour notre collectivité donc tout ce que nous venons d'entendre, nous pouvons en faire le pari. Tous ces jeunes viendront gonfler les rangs de MPM, mais pourquoi pas... je préfère qu'on nous explique honnêtement que c'est un sas vers l'emploi en collectivité, car ce serait le mieux qui pourrait arriver à ces jeunes.

Mais Monsieur le Président, cinquante recrutements dans ces conditions-là, nous voterons contre cette décision, à moins bien évidemment qu'avec un peu de discernement, vous retiriez cette décision des votes de notre Communauté urbaine.

Monsieur MOREL.- Je pense que Mme Bernasconi n'a pas exactement compris ce qu'étaient les contrats d'avenir.

Les contrats d'avenir ne s'adressent pas à l'aéronautique par exemple. Je travaillais avant-hier avec le Préfet pour montrer combien avec des apprentis et le CFAI, on crée des emplois dans l'aéronautique, on crée des emplois partout avec de l'apprentissage.

Mais ces contrats d'avenir concernent des jeunes sans aucune qualification, même plus que cela, des jeunes qui ont une très grande difficulté à se former professionnellement. Le problème est que ces jeunes ne trouvent pas d'emploi directement dans l'entreprise, même avec une formation et vous le savez parfaitement bien.

Il y a un certain nombre de jeunes qui ont des difficultés et c'est à eux que le gouvernement a voulu s'adresser. Un contrat de trois ans avec une formation professionnelle, cela permet un certain nombre de choses.

Quant à l'emploi dans le privé, je rappelle que les contrats d'avenir ne s'adressent pas au privé puisque l'État ne les rembourserait qu'à hauteur de 25% contre 75% pour le public. Alors très franchement, quand on sait les difficultés pour des jeunes qui sortent du système scolaire dès la troisième, pour toutes sortes de raisons, parfois malheureuses, parfois graves, quand on sait qu'on les laisse ensuite à la rue, refuser de pouvoir les intégrer dans les collectivités et dans les associations pour trois ans en leur donnant une formation professionnelle, je pense qu'à ce niveau-là, c'est un véritable délit social.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Une fois de plus, je vois que la politique nationale s'invite dans cette Assemblée. Je n'ai qu'une chose à vous dire, Madame Bernasconi. Vous m'avez demandé de faire preuve de clairvoyance ; je soutiens cette délibération les yeux ouverts et complètement ouverts parce que si je suis bien informé, tous les emplois jeunes qui ont été embauchés à la Ville de Marseille à l'époque ont quasiment tous, à la fin de leur contrat de 5 ans...

Monsieur GILLES.- 80%.

Monsieur LE PRESIDENT.- ... ce qui est un taux très important... ont été gardés dans leur emploi. C'est valable dans la plupart des collectivités ou des entreprises qui

avaient pris des emplois jeunes. Il y a aussi une manière d'embaucher sur des emplois qui ne demandent pas beaucoup de qualification avec un gain pour la Communauté urbaine donc ce n'est pas de la mauvaise gestion. Cela répond à un but social. Pour ma part, j'aimerais que les jeunes gens qui sont intéressés par ces emplois jeunes et qui n'ont pas de travail aujourd'hui entendent ce que vous avez dit, je crois qu'ils seraient édifiés.

Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe UPAC à l'exception de Mmes Milon, Centino et de MM. Ghigonetto, Rivière, Jullien-Fiori, Blanc s'abstenant
et de Mmes Cardona, Salvo et MM. Giorgi, Pepe, Mattéi, Valéri, Alexanian et Tixier votant pour

32. FCT 032-22/03/13 CC - Actualisation de la délibération FAG 17/531/CC du 26 juin 2006 relative au régime des astreintes et permanences applicables aux agents de Marseille Provence Métropole

Monsieur MOREL.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

33. FCT 033-22/03/13 CC - Revalorisation de la valeur faciale du titre restaurant du personnel communautaire

Monsieur MOREL.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

34. FCT 034-22/03/13 CC - Mise en œuvre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire

Monsieur MOREL.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

35. FCT 035-22/03/13 CC - Approbation de l'avenant n°1 à la convention-cadre conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), du programme de travail 2013 et de l'attribution d'une subvention au titre de l'année 2013.

Monsieur MOREL.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

36. FCT 036-22/03/13 CC - DOSSIER RETIRE

Monsieur LE PRESIDENT.- Ce dossier est retiré. J'aimerais que l'on aille un peu plus vite, car on est quand même très en retard. Je ne voudrais pas qu'il n'y ait plus le quorum à la fin de cette séance, car il y a des délibérations d'urbanisme importantes à voter.

COMMISSION RÉNOVER ET CONSTRUIRE UNE VILLE SOLIDAIRE

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Salah-Eddine, la Commission s'est réunie le 11 mars, pouvez-vous nous faire un compte-rendu des travaux ?

Monsieur DUTTO.- Mme Salah-Eddine a dû partir, je vais la remplacer en ma qualité de Vice-président de la Commission. La Commission s'est réunie lundi dernier et a voté à l'unanimité favorablement tous les dossiers.

37. RNOV 001-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme relative à la délégation de compétences en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat

Monsieur DUTTO.- Sur ce rapport, la Commission a émis un avis favorable. Ceci étant, je change de casquette et voudrais lire l'intervention de mon groupe.

En préambule, je voudrais dire que j'ai été choqué en entendant parler de générosité envers les quartiers Nord. Je pense que cela relève plus du cynisme. Lorsque les habitants vivent la violence au quotidien, qu'ils comptent leurs morts et qu'on ne leur propose pas de cellule d'accompagnement psychologique, cela démontre qu'il n'y pas beaucoup de solidarité et de générosité.

Ceci étant dit, mon intervention portera sur les deux rapports n°37 et 39, qui traitent de la construction de logements sociaux.

Le n°37 concerne l'enveloppe attribuée par l'État à MPM. Avec une autorisation de programme de 11,53 millions d'euros, le montant est sans évolution sur 2012 ! Plus préoccupant encore, la somme inscrite au budget primitif est inférieure de 0,4 million d'euros.

S'il n'y avait pas d'évolution à la hausse en cours d'année de cette enveloppe de l'État, cela aurait trois conséquences : tout d'abord d'empêcher très concrètement notre communauté urbaine de tenir les objectifs de construction de Logements Locatifs Sociaux inscrits au PLH 2012-2018, pourtant validés par l'État. Une autre conséquence serait une aggravation de la crise de l'habitat au moment même où la construction et les ventes du privé régressent ; au moment également où l'on vit des situations dramatiques dans les quartiers populaires de Marseille qui pour une part sont liées au surpeuplement et à l'illégalité du traitement du droit au logement. Je demande donc solennellement aux élus d'agir pour que soit respectée urgemment la loi SRU sur tous les arrondissements. Face à cette situation de crise que vivent les habitants, arrêtons de penser sur la base d'un électorat potentiel à capter, mais pensons aux familles qui souffrent dans leurs droits et dans leur vie.

Monsieur le Président, pour l'heure, nous ne pouvons pas faire autrement que d'acter cette prévision de crédits très insuffisante; mais il n'est pas possible de l'accepter sans une réaction forte auprès du gouvernement.

Par contre, il y a des choix qui relèvent de notre décision. Ce sont les attributions d'aides communautaires directes pour le logement social que vous proposez de valider le rapport n°39. Il s'agit de 10 opérations financées sur le budget de MPM en complément de l'enveloppe de l'État, soit 173 logements dont 133 PLUS et 40 PLAI.

La question est simple : comment se fait-il que les PLAI ne représentent que 23% des logements aidés, sachant que le Plan Local de l'Habitat note en page 55 que : « 3/4 des demandeurs de logements locatifs sociaux ont des revenus inférieurs à 60% du plafond PLUS et pourraient prétendre à l'attribution d'un logement très social PLAI » ?

Nous avons bien compris que la construction d'un PLAI consomme plus de financements qu'un PLUS, il est impossible de respecter l'équilibre des demandes dans l'enveloppe attribuée par l'État, sous peine d'en rabattre sur la réalisation globale de logements sociaux.

Mais pourquoi l'enveloppe supplémentaire de MPM ne vient pas corriger ce déséquilibre pour se conformer au PLH ?

La question d'un renversement de tendance est posée pour les prochaines conventions de financement et de partenariat.

C'est avec ces deux préoccupations que nous votons les deux rapports.

Merci de votre attention.

Monsieur LE PRESIDENT.- C'est un vrai problème, Monsieur Dutto, je pense qu'il faudra le prendre en compte dans les années qui viennent.

Madame BOYER.- Mes chers collègues, les rapports que nous sommes en train d'examiner concernent directement Marseille Rénovation Urbaine, l'ANRU et les projets de rénovation urbaine que nous avons engagés sur le territoire de la commune de Marseille.

Je voudrais rappeler que cinq avenants aux conventions déjà signées sur Saint Paul, Les Créneaux, Saint Joseph, Saint Antoine, les Flamants sont le signe de la vitalité de ces projets et de la pertinence de la méthode. Vous avez remarqué que je n'ai cité que des projets qui se situent au Nord de la Canebière puisqu'il n'y en a qu'un qui se situe au Sud de la Canebière, pour répondre et donner quelques éléments concrets par rapport à ce que vous disiez tout à l'heure.

Je rappelle aussi que le projet que nous avons sur la vallée de l'Huveaune n'est pas encore crédité et qu'on espère que cela rééquilibrera la ville, car il faut penser la ville dans sa globalité et pas par secteur.

Je voudrais revenir sur les conventions ANRU qui offrent cette souplesse d'adaptation aux contraintes diverses sans céder à la facilité et sans renoncer au niveau d'exigence que nous nous sommes donné. Tous ces secteurs sont en chantier, ils sont même prêts à l'achèvement comme Saint Paul ou Saint Antoine.

Il faut donc aujourd'hui nous adapter, adapter ces conventions à l'évolution des projets, à la demande des habitants, ce que nous faisons sans cesse, car la concertation fait partie du cœur même du projet, sans perdre de vue la finalité de ces opérations : requalifier des pans entiers de la ville.

Je me permets de vous engager Monsieur le Président, chers collègues, à vous rendre sur ces PRU et vous constaterez l'évolution positive de ces quartiers. La signature officielle de ces avenants avant l'été nous permettra d'ailleurs de vous présenter de visu ce qui a été changé. Les réalisations en matière d'habitat, d'équipement, d'aménagement sont de grande qualité et démontrent notre volonté conjointe de changer l'image de ces quartiers.

Je voudrais insister sur les efforts engagés par la Ville de Marseille et par MPM qui portent leurs fruits. Il y a déjà plusieurs logements qui ont été réalisés. Des équipements publics nouveaux ou même réhabilités accompagnent cette mutation urbaine en offrant aux populations des services appropriés et effectivement, nous avons souvent des équipements publics avant les rénovations d'appartements ou avant même les voiries comme on a pu le voir sur l'hyper centre-ville.

Je voudrais mettre l'accent sur la nécessité d'une bonne coordination dans ces réalisations. Il faut, c'est notre engagement, c'est notre mission, que nous fassions mieux qu'il y a 50 ans, période à laquelle on a construit vite, trop vite, des zones d'habitat sur un foncier complexe comme les collines de Marseille, mais sans achever vraiment cet urbanisme, ce qui nous amène à intervenir maintenant pour recoudre la ville. Désenclaver ces quartiers à un coût considérable pour les collectivités et en particulier la Ville de Marseille.

Aujourd'hui, je m'inquiète des retards que nous prenons sur certains PRU en matière de réseau viaire. Il faut que ces voies arrivent avant ses habitants comme sur Malpassé où la création de la U104 a complètement changé le quartier, sinon, nos efforts seront vains et nous continuerons à voir des pans entiers de la ville isolés, n'attirant pas une nouvelle population et sans la mixité sociale que vous appelez de vos vœux.

Je voudrais insister sur la U226 sur la Solidarité et le Boulevard Urbain Sud, qui a été excellemment bien défendu par Lionel Royer-Perreaut et Maurice Talazac, sur les Hauts de Mazargues qui constituent de véritables axes de stratégie de ces projets urbains, leurs colonnes vertébrales. C'est sur ces voies que ces projets s'appuient. Sans ces voies, comment allons-nous poursuivre les projets pour ces quartiers si défavorisés ? Comment envisager ces projets sans ces voies ? Comment cesser de penser la ville, secteur par secteur ?

Je me permettrai de faire une intervention suite à l'excellente présentation de Sabine Bernasconi pour vous dire qu'en matière d'emplois, nous nous sentons bien seuls à défendre les PAPEJ qui, dans les quartiers les plus défavorisés, vont chercher les personnes là où elles sont totalement exclues de l'idée même d'un emploi. Il ne faut pas avoir ce double langage, notamment sur la politique de la ville, se désengager d'un côté et après nous reprocher de ne pas mettre assez d'argent.

L'argent de la politique de la ville, on le met essentiellement dans les quartiers Nord, pourtant, on souffre partout dans Marseille et les quartiers défavorisés sont nombreux, y compris dans les quartiers Sud, y compris dans les quartiers Est. J'apprécierai qu'on ne les oublie pas et que l'on cesse ces caricatures stupides.

(Applaudissements)

Monsieur DUTTO.- Représentant notre collectivité au Conseil d'administration de l'ANRU, je voudrais rappeler à Mme Boyer, mais elle le sait bien et c'est pour cela que je ne comprends pas son intervention, que concernant la responsabilité de MPM sur les voiries intégrées dans les projets ANRU, il n'y a aucun retard. Les programmes sont respectés. Vous auriez dû le dire.

Ensuite, vous parlez des autres projets pour lesquels il peut y avoir une cohérence à donner à un projet ANRU, mais ça, c'est autre chose. Ayez l'honnêteté de dire à nos collègues que MPM, dans le cadre des projets ANRU, a tenu ses engagements au jour et à l'heure.

Concernant la question des quartiers Nord, vous savez aussi bien que moi que s'il y a plus de projets dans les quartiers Nord, c'est parce que ces quartiers et ces populations sont éligibles à ces projets-là compte tenu du retard. On ne va pas faire l'ANRU au boulevard Perier ! On fait l'ANRU là où effectivement, il y a des concentrations de difficultés et vous les connaissez, donc ne revenez pas sans cesse sur un traitement qui serait trop important pour les quartiers Nord.

Madame BOYER.- Ce n'est pas ce que j'ai dit et vous savez très bien que cela prend du retard sur Kallisté et les Hauts de Mazargues.

Monsieur DUTTO.- Si vous voulez, on va demander aux habitants de Perier d'aller habiter à la Savine, ça leur changera le quotidien !

(Brouhaha)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

38. RNOV 002-22/03/13 CC - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'autorisation de programme pour la mission d'appui organisationnel, technique et financier à l'équipe projet chargée des projets de rénovation urbaine

Monsieur DUTTO.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

39. RNOV 003-22/03/13 CC - Attribution d'aides communautaires directes pour le logement social - Approbation de conventions de financement et de partenariat

Monsieur DUTTO.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

40. RNOV 004-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention pour l'année 2013 à l'association "Émergences Compétences Projets" pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Métropole Centre

Monsieur DUTTO.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

41. RNOV 005-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention pour l'année 2013 à l'association du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Métropole Ouest

Monsieur DUTTO.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

42. RNOV 006-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention pour l'année 2013 à l'association "Ciotat Emploi Initiatives" gestionnaire du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Métropole Est

Monsieur DUTTO.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

43. RNOV 007-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine

Monsieur DUTTO.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

44. RNOV 008-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention pour l'année 2013 à l'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) des Bouches-du-Rhône

Monsieur DUTTO.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

45. RNOV 009-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence

Monsieur DUTTO.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

46. RNOV 010-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour la construction de locaux destinés au soutien à la recherche d'emploi

Monsieur DUTTO.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

47. RNOV 011-22/03/13 CC - Paiement de la cotisation 2013 à Alliance Villes Emploi

Monsieur DUTTO.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

48. RNOV 012-22/03/13 CC - Paiement de la cotisation 2013 à l'association Transport Mobilité Solidarité (TMS)

Monsieur DUTTO.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

49. RNOV 013-22/03/13 CC - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de rénovation urbaine pour le quartier Saint-Paul à Marseille (13ème arrondissement)

Monsieur DUTTO.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

50. RNOV 014-22/03/13 CC - Approbation de l'avenant n° 3 à la convention de rénovation urbaine pour le quartier des Créneaux à Marseille (15ème arrondissement)

Monsieur DUTTO.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

51. RNOV 015-22/03/13 CC - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de rénovation urbaine pour le quartier Saint-Joseph à Marseille (14ème arrondissement)

Monsieur DUTTO.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

52. RNOV 016-22/03/13 CC - Approbation de l'avenant n° 3 à la convention de rénovation urbaine pour le quartier Plan d'Aou – Saint-Antoine - La Viste à Marseille (15ème arrondissement)

Monsieur DUTTO.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

53. RNOV 017-22/03/13 CC - Approbation de l'avenant n° 2 à la convention de rénovation urbaine pour le quartier Flamants - Iris à Marseille (14ème arrondissement)

Monsieur DUTTO.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

54. RNOV 018-22/03/13 CC - Programme Opérationnel FEDER 2007-2013 - Subvention globale FEDER "Quartiers sensibles" axe 4 mesure 1. Reprogrammation, Déprogrammation, Attribution de subventions

Monsieur DUTTO.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION DÉVELOPPER LES TRANSPORTS URBAINS ET PÉRIURBAINS

Monsieur LE PRESIDENT.- M. Molino n'étant pas là, Madame Lota pouvez-vous nous faire un compte rendu des travaux de la Commission. ?

Madame LOTA.- A la Commission Développer les Transports Urbains et Périurbains, tous les rapports ont été votés quasiment à l'unanimité hormis deux réserves de vote du groupe UPAC sur les n°56 et 59.

55. DTUP 001-22/03/13 CC - Modification de la gamme tarifaire RTM.

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

56. DTUP 002-22/03/13 CC - Approbation de l'avenant n°5 au contrat d'exploitation de service de transport public urbain avec la Régie des Transports de Marseille

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

57. DTUP 003-22/03/13 CC - Paiement de la cotisation annuelle 2013 auprès du Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART)

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

58. DTUP 004-22/03/13 CC - Admission en non-valeur de créances irrécouvrables au Budget Annexe Transport de l'exercice 2013

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

59. DTUP 005-22/03/13 CC - Approbation de la revalorisation de l'affectation de l'autorisation de programme relative au prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville à Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges

Madame LOTA.- Avis favorable. Me permettez-vous de faire une intervention Monsieur le Président ?

Monsieur LE PRESIDENT.- Mais bien sûr, la parole est libre dans cette Assemblée.

Madame LOTA.- Je vais faire une petite remarque sur deux rapports jumelés, les n°56 et 59.

En Commission, nous avons assisté à une autopromotion concernant la restitution de trois millions d'euros de la RTM à MPM. Nous nous en félicitons tous et j'en suis particulièrement heureuse, mais ce n'est pas un scoop, ce n'est pas une nouveauté, cela a déjà été fait par Mme Josiane Baud qui auparavant avait restitué un million d'euros et pourtant, on lui a gentiment dit merci.

S'agissant du rapport n°59, je voudrais surtout insister sur le fait que j'ai travaillé sur un document (je sais que ce document vous agace), c'est l'UTP, l'Union des Transports Publics dans lequel 25 grandes villes de France sont étudiées dans le domaine des transports.

J'ai déjà eu l'occasion de poser une question au Conseil d'administration, je n'ai pas obtenu de réponse. J'ai reposé des questions en Commission et je me suis faite renvoyer dans les bois gentiment.

Je voudrais simplement vous donner quelques chiffres de comparaison. En ce qui concerne la dépense au kilomètre, je suis un peu triste, car la RTM, c'est quelque chose que j'aime, mais c'est le dernier élève de la classe.

Le coût est de 9,32 euros par kilomètre. Il est loin derrière l'avant-dernier qui est à 6,98 et que la moyenne nationale qui est à 6,16. Si on fait un différentiel, entre Marseille et l'avant-dernier, il y a 2,34 points de différence, entre Marseille et la moyenne, il y en a 3,22 et cela ne représente que 51%. Sauf que lorsqu'on fait un calcul de ratio, en termes financiers, ce différentiel de 49% représente 80 millions d'euros.

Mais on n'est pas complètement demeurés, on sait très bien que la topographie de Marseille est située entre mer et montagnes, qu'il n'y a pas de voie transversale, qu'il n'y a pas de voie de contournement. Si on prend en considération le tiers de cette somme, on pourrait récupérer 28 millions d'euros. Ces 28 millions d'euros pourraient être restitués à MPM et je pense que cela nous ferait plaisir de les obtenir sachant que l'on est un peu juste budgétairement.

Ensuite, s'agissant du kilomètre offert par habitant, Bordeaux est presque à 45, Toulouse à 40 et Marseille arrive péniblement à 29. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'il y a de gros efforts à faire dans le domaine de l'investissement des transports en commun. Mais ça, c'est Saint Jean Bouche d'or, tout le monde en est conscient.

Concernant le pôle multimodal de Capitaine Gèze, il ne fait aucun doute que notre groupe votera favorablement puisque ce pôle était dans le premier PDU de 2006 et qu'il faisait partie de nos priorités.

Monsieur le Président, j'ai entendu ce matin quelques remarques disant : « *si le Boulevard Urbain Sud était si important, vous n'avez qu'à le faire plus tôt* ». Sauf que votre prédécesseur a fait 11 kilomètres de tramway, des pistes cyclables, un métro. Et s'il y a eu des inaugurations, je ne l'ai jamais entendu dire, mais il m'aurait été agréable d'entendre et de voir une attitude républicaine disant : « *Notre prédécesseur a entamé quelque chose, on poursuit les progrès, mais on ira plus loin* ».

Enfin, s'agissant de cette dimension stratégique autour de Capitaine Gèze qui représente aujourd'hui 93 millions d'euros, je crois qu'on ne peut pas considérer des augmentations ou des « délires » budgétaires, des délires positifs et des délires négatifs. Pourquoi dis-je cela ? Car lorsque j'entends parler du tramway rue de Rome, et je sais que vous avez été à l'écoute du Maire de Marseille, quand j'entends aussi les chiffres prohibitifs qui sont donnés à cet instant, je dirais que c'est vraiment démesuré. On ne peut pas avoir deux attitudes différentes sur ces deux projets qui sont tout aussi importants l'un que l'autre.

Afin de participer au mieux au sein de notre collectivité, pour nous-mêmes et pour nos concitoyens, nous avons demandé à plusieurs reprises et notamment en Commission sur ce sujet de Capitaine Gèze, un état des lieux des subventions sur ce projet, des montants sollicités, des montants déjà obtenus et ceux espérés. Aujourd'hui, nous n'avons toujours pas de réponse.

Monsieur le Président, parce que le sens de l'intérêt général des élus que nous sommes prime et que nous ne voulons pas être pris en défaut, nous voterons favorablement ce rapport. Nous sommes conscients de l'urgence et de la portée de ce projet. Simplement, je souhaiterais que l'on travaille de façon différente que ce soit en Commission ou d'une autre manière. C'est un vœu que je fais pour que l'on puisse être les véritables porte-paroles de nos concitoyens.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

Monsieur POGGIALE.- Lorsque Mme Lota donne des éléments sur les difficultés de la RTM, il faut quand même bien comprendre que les comparaisons faites sont essentiellement le fait du contexte extérieur, car lorsqu'on compare les vitesses commerciales, ce sont des difficultés dues à la circulation qui ne sont pas du fait de la gestion de la RTM en soi, je tenais à le dire.

Ceci dit, l'avenant qui nous est proposé modifie la clause d'indexation en demandant à la RTM de prendre sur ses résultats de fréquentation et de productivité en hausse, pour diminuer le retour en subvention d'équilibre de Marseille Provence Métropole de 3 millions d'euros pour 2013 et de 25 millions d'euros jusqu'au terme du contrat en 2018.

C'est la preuve que la contractualisation a permis d'assainir les relations entre l'autorité organisatrice des transports et la Régie et surtout d'obtenir des résultats intéressants.

C'est la preuve que la RTM n'est pas le puits sans fond souvent décrié sur ces bancs. Elle ne l'a d'ailleurs jamais été, pour qui veut bien entendre que tout service public des transports coûte à la collectivité, quel que soit le mode de gestion public ou privé.

La mise en place du budget annexe des transports a le mérite de clarifier un peu plus cet état de fait ; par exemple, lorsque le total des charges inscrites en dépenses est de 30 millions d'euros en plus de la seule rémunération de la RTM, alors que les recettes de la régie représentent 98% des recettes encaissées par MPM.

Ces résultats, il faut aussi le dire, nous les devons pour l'essentiel aux personnels de la RTM et à son équipe de direction.

Demander à la régie aujourd'hui 25 millions d'euros de sacrifice en terme de développement et finalement aux usagers qui ont vu leurs tarifs augmenter, de contribuer à l'équilibre financier de MPM, peut s'imaginer. Si c'est pour accélérer ses investissements nécessaires afin de rendre le réseau plus attractif, accessible, fluide en augmentant sa vitesse commerciale et la sécurité de son exploitation et de ses agents.

Mais qui nous garantit que cette délibération est la réponse à ces besoins utiles et bien réels ? Et pour la RTM quelles vont être les variables d'ajustement de ces 25 millions d'euros en moins dans sa programmation budgétaire ? La qualité des dessertes ? Les

tarifications hors grille ? Les personnels ? La modernisation des équipements ? Sans parler de la nécessité de se situer dans une préfiguration possible d'un seul opérateur public à l'échelle de MPM.

Sur ce rapport compte tenu du manque de vision, nous allons nous abstenir.

Monsieur ZERIBI.- Monsieur le Président, mes chers collègues, je veux profiter de ces délibérations dans le champ des transports qui concernent la RTM pour apporter quelques précisions qui me paraissent primordiales face soit malheureusement à de très mauvaises analyses, soit à des contrevérités qui sont assénées régulièrement sur les bancs par certains, heureusement pas la majorité, dans cette Assemblée.

La Régie des Transports de Marseille est une entreprise qui a plus de 60 ans. Elle est l'exploitant de l'autorité organisatrice des transports Marseille Provence Métropole.

Jadis, c'était la Ville de Marseille qui avait la gestion directe de cette entreprise qui était une régie, devenue ensuite un établissement public industriel et commercial. Depuis sa création, MPM a récupéré en gestion la question des transports, et naturellement, la RTM est devenue l'exploitant de Marseille Provence Métropole.

Il y a quelques années encore, pour ne pas dire très récemment, puisque tout cela s'est matérialisé en 2006 et s'est confirmé en 2008, il n'existait pas de contrat entre l'autorité organisatrice et la Régie des Transports de Marseille, ce qui laissait augurer un manque de transparence dans la gestion et une opacité qui pouvaient rendre contestable une bonne gestion des deniers publics.

Sous votre présidence, Eugène Caselli, vous avez souhaité renforcer la dimension contractuelle entre l'autorité organisatrice et la RTM. Le renforcement de cette démarche contractuelle a permis ce que l'on qualifie comme étant la maîtrise des dépenses, une transparence évidente. Cela nous a permis également de nous mettre en phase avec le rapport de la Chambre Régionale des Comptes qui avait remarqué, dans son rapport de 2006, le manquement à cette démarche de transparence et de bonne gestion des deniers publics.

Sur ce point je vous remercie, Monsieur le Président, parce que vous allez me permettre de démontrer très rapidement que la RTM est une entreprise sérieuse, bien gérée et qui fait malgré tout le maximum avec les femmes et les hommes qui composent cette entreprise pour apporter le service public qui se doit en matière de transports urbains, dans des conditions très difficiles.

Et là, j'ai du mal à expliquer à Mme Lota, pourtant depuis quatre ans au Conseil d'administration de la RTM, le rôle de l'autorité organisatrice, gestionnaire des investissements dans l'infrastructure et le rôle de l'exploitant qui rend un service sur l'infrastructure qu'on lui met à disposition.

Mme Lota omet de dire certaines choses. C'est dommage, car plutôt que de faire un débat politicien, stéréotypé et stupide à un an des municipales entre la droite et la gauche, nous devrions au contraire tirer un bilan de ce qui a été fait de bien et de moins bien du côté de l'AOT, Ville de Marseille et maintenant MPM.

Depuis 30 ans, on n'a pas investi sur le réseau en matière d'infrastructures comme il se devait. Depuis 30 ans, on a mis la RTM dans une situation intenable, je dis bien intenable, pour apporter un service aux Marseillaises et aux Marseillais à deux niveaux. Premièrement, une absence d'offre de transport équitable sur le territoire. On a des zones très bien desservies métro tramway bus et on a des zones qui, depuis 30 ans, sont desservies uniquement par un moyen de transport qui s'appelle bus, non pas dans un site propre, dans une voie dédiée, mais congestionné dans la circulation de la voiture. Nous avons donc à un moment donné un handicap qui fait que notre vitesse commerciale, Madame Lota, je vous l'ai dit une dizaine de fois et je vous le dis une onzième fois, est à 12 kilomètres-heure. 12 kilomètres-heure quand il existe des réseaux performants qui sont à 17,

18 voire 22 ! Un kilomètre-heure gagné Madame Lota, c'est 6 millions d'euros pour la collectivité. C'est 6 millions d'euros que nous aurions dû gagner si les investissements dans les infrastructures avaient été effectués en temps et en heure, ce qui n'a pas été le cas.

Et si, Monsieur le Président, je me suis posé en désaccord avec la gouvernance partagée sur l'investissement de la rue de Rome, je m'en suis expliqué en tant que Président de la RTM parce que c'était de ma responsabilité. Superposer une offre de tramway à une offre de métro est une gabegie en termes d'investissement. Le Président Caselli a été obligé de le faire dans le cadre d'une gouvernance partagée. Aujourd'hui, il est urgent d'investir en mode lourd, là où il y a une offre défailante, Madame Lota, c'est-à-dire dans le Nord, dans le Sud et dans l'Est de la ville, de manière équitable. Un kilomètre au Nord, un kilomètre au Sud et un kilomètre à l'Est. Cessons de réinvestir dans l'infrastructure là où il y a du tramway et du métro. Ce n'est pas nécessaire.

J'ai envie de vous dire Monsieur le Président Caselli, grâce à votre appui, grâce au travail que nous avons fait ensemble avec les services de la RTM et de MPM, nous avons une offre de transport depuis 2008 jusqu'à ce jour qui s'est accrue de deux millions de kilomètres parce qu'il y avait des noyaux villageois, des quartiers qui n'étaient pas desservis par la RTM avant que nous arrivions aux affaires. Aujourd'hui, même s'il reste encore beaucoup à faire, nous avons tout fait pour avoir une équité territoriale avec une offre de transport qui reste largement perfectible, notamment en mode lourd. Nous avons proposé à nos concitoyens, qui n'avaient aucune offre, aucun bus, qui, pris en otage étaient obligés de prendre la voiture, deux millions de kilomètres supplémentaires. J'aimerais que Mme Lota, qui prétend aimer la RTM, parle aussi de ces aspects positifs. J'aimerais qu'elle parle de la récupération de la gare routière que vous nous avez confiée et qui est beaucoup plus performante depuis que nous l'avons prise ; des PMR dont nous avons augmenté le nombre de voyages sans augmenter la manne financière puisque nous sommes restés sur des effectifs identiques à ceux que nous avions sans les PMR.

Madame Lota, quand la RTM a 30% d'investissement de plus, dégagés sur ses fonds propres, on ne peut pas dire que cette entreprise soit mal gérée ! Nous avons une grille tarifaire qui a été réajustée et rééquilibrée. D'ailleurs je salue la démarche que nous avons engagée suite à la conférence financière de la fin de l'année avec le tarif famille nombreuse présenté aujourd'hui en délibération n°55 qui était attendue et nécessaire. Il y a quatre ans, nous avons le titre Solo le plus cher de France. Il est aujourd'hui le moins cher des grandes métropoles. Soyons sérieux. Nous avons baissé de 30% les tarifications vers les jeunes, vers les étudiants et aujourd'hui, nous créons un tarif famille nombreuse.

Je veux bien que nous regardions le verre à moitié vide parce que depuis 30 ans les investissements ne sont pas bons, mais je veux aussi que nous puissions regarder depuis 5 ans le verre à moitié plein de tous les efforts qui ont été faits par les traminots qui méritent respect et qui aujourd'hui, même en matière de dialogue social, ont eu la lucidité et la maturité de signer un accord salarial sur trois ans. Il dépasse 2014 et ne rentrera donc pas dans les enjeux politiques que certains auraient voulu mettre en œuvre. Donc jusqu'en 2015, un accord salarial a été signé avec des responsables syndicaux qui sont à la hauteur de la situation.

Les seuls moments, Monsieur le Président, où le réseau s'arrête ces derniers mois, c'est en raison d'agressions sauvages inacceptables face aux chauffeurs de bus qui ne vont pas au travail pour se faire agresser. Ils ne doivent pas y aller la peur au ventre. 20 millions d'euros de notre budget sont investis dans la sécurité, avec des portiques antifraude que vous avez permis dans le métro, avec 305 vérificateurs, 100 agents de la sécurité privée, un contrat local de sécurité dans les transports.

J'en ai assez d'entendre que la RTM est le tonneau des Danaïdes. Ça l'était sous une gestion passée. Ça ne l'est plus aujourd'hui. Et d'ailleurs, j'observe cette schizophrénie qui semble dire que Josiane Baud est extraordinaire, que Pierre Reboud l'est tout autant,

mais en même temps quand nous avons pris la décision de changer de direction, on nous a expliqué que c'était un scandale et que la direction était politique.

Vous avez salué lors du dernier Conseil communautaire Madame Caradec, l'excellent travail de la direction. Reconnaissez au moins que nous avons vu juste en changeant en 2008. Donc c'est bien que vous soyez aussi capable de changer d'avis. Mais j'ai envie de vous dire que, peu importe les directeurs, le plus important, ce sont les politiques et nous devons assumer les décisions que nous devons prendre. Nous en avons pris un certain nombre avec Eugène Caselli et la majorité de cette Assemblée qui font que les transports urbains marseillais ne sont plus les derniers de la classe à tous les niveaux.

Encore une fois, même si, et je le dis avec beaucoup d'humilité, il y a encore d'importants progrès à faire, ces progrès, nous continuerons à les engager, quoi qu'en disent les malveillants, quoi qu'en disent ceux qui veulent taper sur les services publics en laissant entendre que demain, un opérateur privé ferait mieux, ce qui est totalement faux et scandaleux !

(Protestations)

J'ai envie de vous dire une dernière chose mes chers collègues et je me lève pour le dire : la RTM est prête pour aller au-delà de ses frontières, et demain dans le cadre d'une Métropole, n'en déplaise à Mme Lota et à certains, nous serons prêts à candidater avec d'autres opérateurs et à démontrer par cette candidature que nous serons capables d'avoir les meilleurs résultats.

Je suis fier de présider cette entreprise et je suis déçu de voir que certains, qui prétendent la soutenir, la dénigrent dans cette Assemblée pour dire le contraire lorsqu'ils sont face aux traminois. Merci, Monsieur le Président.

(Applaudissements)

Monsieur ROYER-PERREAU.- Il y a débat semble-t-il, car notre collègue Zéribi avait des choses à dire et vous me permettez d'en faire autant.

Monsieur Zéribi, peut-être qu'il nous arrive de changer d'avis, mais nous au moins, nous ne changeons pas de parti. Et, si vous me permettez, c'est ce qui fait toute la différence entre vous et nous.

Deuxièmement Monsieur Zéribi, nous nous félicitons du travail réalisé par la direction actuelle d'autant plus qu'on nous dit que vous n'êtes pas forcément très assidu à la RTM, plutôt assidu sur les bancs du Parlement Européen. Donc effectivement, s'il y a des choses qui ont été faites, s'il y a des choses qui vont dans le bon sens, je l'affirme ici dans cet hémicycle, c'est grâce à la direction actuelle.

Cela étant, et je vais en revenir au fond, vous avez fait un plaidoyer que je rejoins entièrement, vous avez dit qu'il faut autant de lignes au Sud qu'au Nord. Je suis un fervent défenseur de l'équité entre les différents secteurs de cette ville. Évidemment, je vous rejoins. Mais l'honnêteté, Monsieur Zéribi, serait de nous dire combien de kilomètres vous avez créés dans les quartiers Sud : zéro ! Il n'y a pas de kilomètre de métro ! Il n'y a pas de kilomètre de tramway ! Il y a un busway qui est inscrit en crédit de paiement en 2014, 2015 et 2016. Donc, ne nous dites pas aujourd'hui qu'il y a des kilomètres supplémentaires dans les quartiers Sud.

La vérité, c'est que lorsque nous regardons les rapports d'aujourd'hui et c'est très bien que nous désenclavons les quartiers Nord, mais ils sont aujourd'hui exclusivement concentrés sur les quartiers Nord. C'est cela la vérité !

Si je prends les bateaux bus, je ne suis pas contre l'idée des bateaux-bus, je trouve même que l'idée est plutôt séduisante. Simplement, Monsieur Zéribi, deux millions d'euros de dépenses, 400 000 euros de recettes ! La vérité, c'est que lorsqu'on est une collectivité pauvre, il faut faire des choix. Mais dans ces cas-là, fait-on le choix d'appauvrir

encore plus la collectivité dont nous avons la gestion ? C'est ça le véritable débat. Ce n'est pas tant que nous soyons contre le fait d'évoluer, d'avoir une meilleure desserte fluviale. Mais on fait deux millions d'euros de dépenses pour 40 personnes qui prennent en moyenne le bateau-bus. C'est ce qui est dit dans le rapport annuel.

Monsieur LE PRESIDENT.- 52,5 ! C'est remarquable pour un transport de ce type, je vous le dis.

Monsieur ROYER-PERREAUT.- Très bien !

Monsieur LE PRESIDENT.- Demandez aux Marseillais ce qu'ils en pensent. Faites un sondage.

Monsieur ROYER-PERREAUT.- Le Marseillais qui se déplace pour aller travailler, c'est 20%. Le reste, c'est du déplacement de tourisme, de loisir.

Monsieur LE PRESIDENT.- Cela fait travailler les restaurateurs des quartiers Sud, ils nous le disent d'ailleurs.

Monsieur ROYER-PERREAUT.- Ce que je dis aujourd'hui et ce que nous disons à l'UPAC, c'est qu'effectivement, des déséquilibres ont été mis à l'ordre du jour sous votre gouvernance et, ça, vous ne pouvez pas le nier, c'est la vérité, ne vous en déplaise.

Monsieur ZERIBI.- Monsieur le Président, parlez-lui de la Panouse, parlez-lui des jets sur Luminy, parlez-lui de la navette sur la Pointe Rouge !

Monsieur LE PRESIDENT.- Le bus de la Panouse, cela ne vous rappelle-t-il rien Monsieur Royer-Perreaut ?

Vous savez très bien que le BHNS aurait atteint Luminy s'il n'y avait pas eu Tunnel Prado Sud au milieu qui nous empêche de faire les travaux nécessaires. Cela vous devez nous en donner acte. Et je ne pense pas que la Pointe Rouge fasse partie des quartiers Nord !

Je crois qu'il faut dire les choses réellement. Et sur les bateaux-bus, je vous l'ai dit : demandez aux Marseillais. On a fait plusieurs centaines de milliers d'heureux avec ce type de déplacement qui n'existait pas auparavant.

Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

60. DTUP 006-22/03/13 CC - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'acquisition de modules d'extension des rames de Tramway auprès de la société Bombardier Transport

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

61. DTUP 007-22/03/13 CC - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'autorisation de programme relative à la réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre le métro Bougainville et le Vallon des Tuves à Saint - Antoine à Marseille (15^{ème} et 16^{ème} arrondissements)

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

62. DTUP 008-22/03/13 CC - Approbation d'une convention de subvention d'investissement avec la Caisse des Dépôts et Consignations relative à la réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre le métro Bougainville et le Vallon des Tuves à Saint-Antoine et la création du pôle d'échanges Gèze à Marseille (15ème et 16ème arrondissements)

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

63. DTUP 009-22/03/13 CC - Actualisation de la grille tarifaire du parc de stationnement Jules Verne à Marseille

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Madame LOTA.- Je voudrais juste vous dire que je suis très fière d'une chose. Hier M. Zéribi voulait trancher la tête au directeur général de la RTM, mais aujourd'hui il l'encense. En tout cas, c'est du bonheur pour nous, car au moins, on lui aura sauvé la tête.

Monsieur ZERIBI.- La politique, ce n'est pas la guerre, Madame Lota.

Madame LOTA.- C'est vous qui la faites, Monsieur Zéribi, en permanence et vous venez en Commission soit pour dédicacer le livre de la RTM soit pour passer sur Twitter et l'émission des *Grandes Gueules* qui vous va à ravir !

COMMISSION AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE COMMUNAUTAIRE

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Vallette, la Commission s'est réunie le 13 mars, pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

Monsieur VALLETTE.- Les onze rapports ont été adoptés à l'unanimité.

64. AEC 001-22/03/13 CC - Approbation de la revalorisation de l'autorisation de programme relative aux acquisitions foncières nécessaires à l'exercice des compétences de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

65. AEC 002-22/03/13 CC - Revalorisation d'une autorisation de programme relative à l'élaboration et la modification des documents d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communautaire

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

66. AEC 003-22/03/13 CC - Création et affectation d'une autorisation de programme relative à l'élaboration du SCOT grenellisé et du PLU intercommunal

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

67. AEC 004-22/03/13 CC - Création et affectation d'une autorisation de programme pour l'élaboration et la mise en œuvre de Projets Urbains Partenariaux

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

68. AEC 005-22/03/13 CC - Création et affectation d'une autorisation de programme relative à la construction de bâtiments à vocation sylvo-pastorale sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

69. AEC 006-22/03/13 CC - Paiement de la cotisation 2013 à la Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

70. AEC 007-22/03/13 CC - Plan Local d'Urbanisme de Roquefort-la-Bédoule - Approbation de la révision

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

71. AEC 008-22/03/13 CC - Plan Local d'Urbanisme d'Allauch - Approbation de la révision n°2

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

72. **AEC 009-22/03/13 CC - Engagement d'une procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU pour l'aménagement du secteur de Val fleuri à Septèmes-les-Vallons**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

73. **AEC 010-22/03/13 CC - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec Cogédim Provence pour le secteur de Laure à Châteauneuf-les-Martigues**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

74. **AEC 011-22/03/13 CC - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec European Homes Promotion 2 pour le secteur de Laure à Châteauneuf-les-Martigues**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Monsieur MAGRO.- Comme vous l'a dit Claude Vallette, il n'y a eu aucun problème sur les onze délibérations que vous venez de citer. Dans un souci de sécurité juridique, je voudrais dire qu'il y a effectivement l'approbation de deux dossiers qui concernent les plans locaux d'urbanisme de la ville de Roquefort-la-Bédoule et de la ville d'Allauch. Cela me semble important que cela figure au procès verbal pour les raisons que vous savez, Monsieur le Président.

Monsieur LE PRESIDENT.- C'est noté.

COMMISSION DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE ET SERVIR L'EMPLOI

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Bizaillon, la Commission s'est réunie le 4 février, pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Monsieur BIZAILLON.- Avis favorable unanime de la Commission sur tous les rapports.

75. **DEV 001-22/03/13 CC - Approbation de la revalorisation de l'autorisation de programme relative à l'opération économique du site des Calanques à la Ciotat**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

76. DEV 002-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme relative aux acquisitions foncières et études sur le secteur dit des Fourniers à Roquefort la Bédoule pour la réalisation d'une zone d'aménagement économique

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

77. DEV 003-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme relative aux acquisitions foncières, études et travaux sur le secteur du Bregadan à Cassis pour la réalisation d'une zone artisanale

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

78. DEV 004-22/03/13 CC - Clôture d'un mandat avec Marseille Aménagement relatif à la réalisation, d'un bâtiment sur Luminy Biotech et revalorisation de l'autorisation de programme

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

79. DEV 005-22/03/13 CC - Approbation d'une convention de mise à disposition du complexe de Saumaty avec le Grand Port Maritime de Marseille

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

80. DEV 006-22/03/13 CC - Promotion économique des actions de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole sur le site "busiboost.fr" et attribution d'une subvention

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

81. DEV 007-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention à Aix-Marseille Université pour l'organisation de la manifestation "Les Doctoriales en Provence 2013"

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

82. DEV 008-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention à l'association Pépinière Histoires d'Entreprises pour la création d'une pépinière d'entreprises sur le

Technoparc des Florides à Marignane. Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

83. DEV 009-22/03/13 CC - Paiement de la cotisation 2013 à l'association «Entreprises et Territoires d'Avenir»

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION VOIRIE ET SIGNALISATION

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Milon, la Commission Voirie et Signalisation s'est réunie le 13 mars, pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

Madame MILON.- Monsieur le Président, tous les rapports ont été votés à l'unanimité. Permettez-moi de dire que je trouve lamentable que l'hémicycle se vide. Nous sommes des élus, nous sommes des gens responsables et nous devons rester.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vous en donne acte, Madame Milon.

Monsieur GOMEZ.- Je serai bref. Je suis Vincent Gomez, conseiller communautaire de Marignane. Je suis d'accord avec vous, Madame Milon, mais je crois aussi que nous ne sommes pas tous forcément des politiques à demeure, ce n'est pas notre travail. Rester ici quand on voit les interventions de certains, quand on voit que vous refaites pour beaucoup le Conseil municipal de Marseille...

Je pense, au nom de tous les conseillers communautaires extérieurs, que l'on a parfois du mal à vouloir rester. C'est ça la réalité. Donc essayez d'être un peu plus concrets et on ira peut-être au bout de cette séance.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

84. VOI 001-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation des autorisations de programme destinées aux opérations de voirie sur les voies communautaires et leurs dépendances

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

85. VOI 002-22/03/13 CC - Approbation de la revalorisation et de l'affectation des autorisations de programme de l'Espace Public Voirie - Circulation dans le cadre du Budget Primitif 2013

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

86. VOI 003-22/03/13 CC - Approbation de la création d'autorisations de programme et de la revalorisation d'autorisations de programme existantes, relatives aux opérations d'infrastructures.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

87. VOI 004-22/03/13 CC - Approbation de l'affectation de l'autorisation de programme relative aux études du réaménagement du Cours Lieutaud à Marseille (6ème arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

88. VOI 005-22/03/13 CC - Approbation de l'affectation de l'autorisation de programme relative à la mise en sécurité du parvis du square Danjaume à Marseille (7ème arrondissement).

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

89. VOI 006-22/03/13 CC - Approbation de l'affectation de l'autorisation de programme relative à la réhabilitation de la dalle au droit du trottoir de l'Anse des Catalans à Marseille (7ème arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

90. VOI 007-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation de l'autorisation de programme relative aux études de la réalisation de la tranche couverte Gèze à Marseille

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

91. VOI 008-22/03/13 CC - Approbation de l'affectation de l'autorisation de programme relative au Programme d'Aménagement d'Ensemble Paraniques/La Claire à Marseille (13ème arrondissement).

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

92. VOI 009-22/03/13 CC - Demande de subvention auprès du Ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire pour l'aménagement du boulevard Canlong à Marseille (9ème arrondissement).

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

93. VOI 010-22/03/13 CC - Demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Général des Bouches-du-Rhône et de tout autre organisme pour l'aménagement de l'avenue du Raumartin à Saint-Victoret -

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

94. VOI 011-22/03/13 CC - Demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et de tout autre organisme pour l'aménagement des voies du Vieux Château sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

95. VOI 012-22/03/13 CC - Approbation d'une convention avec Nexity pour l'intégration dans le domaine public routier communautaire des espaces à vocation publique du projet des Docks Libres à Marseille 3ème arrondissement.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION UNE AGGLOMÉRATION ÉCO-RESPONSABLE

Monsieur LE PRESIDENT.- Mme Vassal n'est pas là, elle m'a fait savoir que Mme Caradec la remplaçait. Madame Caradec, la Commission s'est réunie le 12 mars, pouvez-vous nous faire un compte-rendu des travaux ?

Madame CARADEC.- 31 rapports ont été présentés et adoptés. Pour ce qui est du groupe UPAC, nous nous abstenons sur le rapport n°98 puisqu'il s'agit du pluvial, que c'est une compétence ville. Nous demandons plus de concertation avec la Ville de Marseille.

Nous nous abstenons sur le n°111 en demandant un audit puisque sur ce rapport, la revalorisation d'affectation d'autorisations de programme passe de 21 millions à 34.7 millions d'euros. Nous souhaiterions avoir des explications.

Mme Fourneron fera une petite intervention sur le rapport n°118.

- 96. AGER 001-22/03/13 CC - Budget Eau - Approbation des opérations d'investissement nouvelles et des augmentations d'autorisations de programme existantes dans le cadre du Budget Primitif 2013 - Affectation des augmentations d'autorisations de programme**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

- 97. AGER 002-22/03/13 CC - Budget Assainissement - Approbation des opérations d'investissement nouvelles et des augmentations d'autorisations de programme existantes dans le cadre du Budget Primitif 2013 - Affectation des augmentations d'autorisations de programme**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

- 98. AGER 003-22/03/13 CC - Budget Pluvial - Approbation des opérations d'investissement nouvelles et des augmentations d'autorisations de programme existantes dans le cadre du Budget Primitif 2013**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstention du groupe UPAC

- 99. AGER 004-22/03/13 CC - Approbation de l'affectation d'une autorisation de programme pour le renouvellement des conduites d'eau potable de l'avenue Pasteur à Plan-de-Cuques**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

- 100. AGER 005-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour la liaison en eau potable entre le réservoir de la Plaine du Caire et le réseau de distribution de la commune de Roquefort-la-Bédoule**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

- 101. AGER 006-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour le renouvellement du réseau d'eau potable du boulevard des Plaines à Marignane**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

102. AGER 007-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour le renforcement du réseau d'eau potable à Carnoux-en-Provence

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

103. AGER 008-22/03/13 CC - Approbation de l'affectation d'une autorisation de programme pour la reconstruction de la station d'épuration de Niolon au Rove

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

104. AGER 009-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour la construction du bassin de rétention des eaux pluviales de Malpassé à Marseille (13ème arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

105. AGER 010-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour la construction du bassin de rétention des eaux pluviales de la Croix Rouge à Marseille (13ème arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

106. AGER 011-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour la réhabilitation du réservoir Périer à Marseille (8ème arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

107. AGER 012-22/03/13 CC - Approbation de l'affectation d'une revalorisation de l'autorisation de programme pour la mise en buse de la dérivation de la Valentine à Marseille (11ème arrondissement)

Monsieur SEMERIVA.- Nous voterons contre ce rapport.

Monsieur LE PRESIDENT.- Ce n'est pas un busage, c'est un requalibrage. « *Mise en buse* », c'est le titre. Mais ce n'est qu'une opération ponctuelle de busage, normalement ce n'est qu'un recalibrage du ruisseau.

Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à la majorité

Votes contre de Mme Boulay et de MM. Sémériva, Agullo, Zéribi et Fouquet

108. AGER 013-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour la construction du bassin de rétention des eaux pluviales de Beauchêne à Marseille (9ème arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

109. AGER 014-22/03/13 CC - Approbation de la revalorisation de l'autorisation de programme pour le recalibrage du ruisseau de la Sérane à Marseille (8ème arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

110. AGER 015-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour la restructuration du Collecteur Littoral Sud à Marseille (8ème arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

111. AGER 016-22/03/13 CC - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération de recalibrage du ruisseau des Aygalades, Marseille (2ème arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstention du groupe UPAC

Monsieur LE PRESIDENT.- Nous vous donnerons les précisions nécessaires.

112. AGER 017-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour la desserte sanitaire de la route d'Enco de botte, impasse de la Langouste, traverse des Trois Lucs sur la commune d'Allauch, et traverse de la Salette à Marseille (12ème arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

113. AGER 018-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour la desserte sanitaire de la traverse de la Seigneurie à Marseille (9ème arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

114. AGER 019-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour l'extension du réseau d'assainissement du chemin de la Nerthe à Marseille (16ème arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

115. AGER 020-22/03/13 CC - Approbation de la revalorisation de l'autorisation de programme pour la desserte sanitaire du boulevard Meiffren et du chemin de la Bastide Longue à Marseille (13ème arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

116. AGER 021-22/03/13 CC - Approbation de l'affectation de l'augmentation d'une autorisation de programme pour la mise en place de vannes de sectionnement sur le canal de Marseille

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

117. AGER 022-22/03/13 CC - Approbation d'un contrat d'adhésion à EcoFolio dans le cadre de l'assujettissement à la responsabilité élargie du producteur

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

118. AGER 023-22/03/13 CC - Création et affectation d'une autorisation de programme relative à l'acquisition de corbeilles sur le territoire communautaire

Madame FOURNERON.- Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais savoir, quant à ces poubelles Vigipirate, quand et comment sont affectées ces corbeilles et d'où partent les autorisations de programme.

Je tenais aussi à intervenir en tant qu'adjointe à la propreté dans le 9/10. En effet, j'ai organisé hier une réunion de mise au point sur le ramassage de nuit des ordures ménagères dans le 9^{ème} avec les Directeurs et responsables de la Communauté urbaine ainsi que les Présidents de CIQ de cet arrondissement. Il en ressort essentiellement un manque de régularité et de sérieux, si ce n'est de respect du travail dans le passage des ripeurs, laissant une ville sale quand ils passent, oubliant souvent la moitié des ordures ménagères dans les bacs, collectant un bac sur deux ou oubliant encore une rue complète comme aujourd'hui la rue Védrines.

Votre gestion du personnel est quasiment inexistante. On voit que vous n'arrivez pas à le discipliner et j'émet des doutes, Monsieur le Président, quant aux espoirs que vous mettez dans votre dixième stratégie sur Marseille.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

119. AGER 024-22/03/13 CC - Approbation de la revalorisation de l'autorisation de programme de l'opération relative aux boîtes de lavage

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

120. AGER 025-22/03/13 CC - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'acquisition de matériels et engins

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

121. AGER 026-22/03/13 CC - Approbation de la revalorisation de l'autorisation de programme relative aux études et travaux sur les déchèteries

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

122. AGER 027-22/03/13 CC - Création et affectation d'une autorisation de programme relative à l'acquisition et aux travaux du Centre de Transfert Nord à Marseille

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

123. AGER 028-22/03/13 CC - Admission en non-valeur de créances irrécouvrables au budget annexe collecte et traitement des déchets de l'exercice 2013

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

124. AGER 029-22/03/13 CC - Demande de subvention FEDER pour le financement du projet de gestion de proximité des déchets des habitants et des commerçants du quartier de Noailles à Marseille

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

125. AGER 030-22/03/13 CC - Demande de subvention pour le financement de la mise en place de composteurs collectifs et individuels sur les communes du territoire de Marseille Provence Métropole

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

126. AGER 031-22/03/13 CC - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'autorisation de programme à l'extension biologique de la station d'épuration de Marseille

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION DÉVELOPPEMENT DURABLE - INNOVATIONS - PROSPECTIVE

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Sémériva, la Commission s'est réunie le 11 mars, pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

Monsieur SEMERIVA.- Avis favorable sur tous les rapports à l'exception du n°144 qui a fait l'objet d'une réserve de vote de ma part. Nous voterons contre ce rapport.

127. DDIP 001-22/03/13 CC - Avis sur le projet de Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

128. DDIP 002-22/03/13 CC - Plan Climat Energie Territorial - Approbation de la création et de l'affectation d'autorisations de programme dans le cadre du Budget Primitif 2013

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

129. DDIP 003-22/03/13 CC - Approbation de la revalorisation de l'autorisation de programme relative à la valorisation énergétique du patrimoine

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

130. DDIP 004-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme relative à la mise en place d'un programme de communication pour l'offre de transport et de mobilité alternative

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

131. DDIP 005-22/03/13 CC - Approbation de la revalorisation de l'autorisation de programme relative au financement des aides à finalités régionales et aides aux Petites et Moyennes Entreprises

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

132. DDIP 006-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme relative à l'acquisition d'une partie du bâtiment du BRGM à Luminy pour Cimtech

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

133. DDIP 007-22/03/13 CC - Approbation de la revalorisation de programme relative à l'aménagement de Luminy Biotech 2

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

134. DDIP 008-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention à l'association Collectif Vélos en Ville dans le cadre du Plan Climat Energie Territorial

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

135. DDIP 009-22/03/13 CC - Approbation de l'adhésion de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à l'association "Bâtiments Durables Méditerranéens" et versement de la cotisation pour l'année 2013

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

136. DDIP 010-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention au Pôle de Compétitivité Mer Paca

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

137. DDIP 011-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention au Pôle de Compétitivité Risques

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

138. DDIP 012-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention au Pôle de Compétitivité Eurobiomed

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

139. DDIP 013-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention au pôle de compétitivité Optitec

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

140. DDIP 014-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention à l'association Grand Luminy pour la gestion d'une pépinière Biotech

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

141. DDIP 015-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention à l'incubateur Impulse pour la création d'entreprises à partir de la recherche publique

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

142. DDIP 016-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention au pôle de compétitivité Pégase

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

143. DDIP 017-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention au pôle de compétitivité Solutions Communicantes Sécurisées

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

144. DDIP 018-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention au Centre de l'Energie Atomique de Cadarache pour l'organisation du congrès ANIMMA 2013

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à la majorité

Votes contre de Mme Boulay et de MM. Sémériva, Agullo, Zéribi et Fouquet

145. DDIP 019-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention au pôle de compétitivité Capénergies et approbation d'une convention

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION PORTS DE PLAISANCE - PORTS DE COMMERCE - AÉROPORT

Monsieur LE PRESIDENT.- La Commission s'est réunie le 12 mars, je crois qu'il y a eu un avis favorable sur tous les rapports.

146. POR 001-22/03/13 CC - Exonération des redevances d'occupation du Domaine Public dans le cadre des travaux de semi-piétonisation du Vieux-Port à Marseille

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

147. POR 002-22/03/13 CC - Approbation de l'exonération de redevance d'occupation du domaine public portuaire au profit de l'association "Arkaeos" pour la réalisation du projet "Protis"

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

148. POR 003-22/03/13 CC - Approbation de l'affectation et de la revalorisation de l'autorisation de programme "Travaux d'aménagements portuaires connexes à la semi-piétonisation du Vieux-Port"

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

149. POR 004-22/03/13 CC - Approbation des tarifs 2013 pour le transport de véhicules sur l'archipel du Frioul

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

150. POR 005-22/03/13 CC - Demande de subvention pour la mise en œuvre d'équipements de traitement des effluents issus du parking et de l'aire de carénage de l'Union Nautique Marseillaise (UNM)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

151. POR 006-22/03/13 CC - Adhésion de Marseille Provence Métropole au réseau IDEAL Connaissances - Activités portuaires et paiement de la cotisation 2013

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE - PATRIMOINE FONCIER - PROTECTION ET SÉCURITÉ DES ESPACES COMMUNAUTAIRES

Monsieur LE PRESIDENT.- La Commission Équipements d'intérêt communautaire, Patrimoine foncier, Protection et Sécurité des Espaces Communautaires s'est réunie le 14 mars, je crois qu'il y a également eu l'unanimité sur tous les rapports.

152. EPPS 001-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme relative à la modernisation du crématorium Saint-Pierre

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

153. EPPS 002-22/03/13 CC - Approbation de la revalorisation de l'autorisation de programme relative aux travaux sur les fours du crématorium Saint-Pierre de Marseille

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

154. EPPS 003-22/03/13 CC - Paiement de la cotisation pour l'année 2013 au Centre d'Information pour la Prévention des Risques Majeurs (CYPRES)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

155. EPPS 004-22/03/13 CC - Exercice du Droit de Prémption Urbain et du Droit de Prémption Urbain Renforcé sur le territoire de la commune de Roquefort-la-Bédoule

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

156. EPPS 005-22/03/13 CC - Exercice et délégation du droit de préemption urbain sur le territoire de la Commune d'Allauch

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION RELATIONS EXTÉRIEURES

Monsieur LE PRESIDENT.- La Commission s'est réunie le 5 décembre.

157. REX 001-22/03/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme relative à la participation financière de Marseille Provence Métropole au projet "PRÔTIS - Construction de la réplique navigante d'un navire grec archaïque"

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

158. REX 002-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention à l'association des Femmes Chefs d'Entreprises de Marseille pour l'organisation du 61ème Congrès mondial des femmes chefs d'entreprises

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

159. REX 003-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention à la Société Degel Prod pour l'édition 2013 de la Fête de la Musique et approbation d'une convention

Monsieur BENAHMIA.- Il s'agit d'une subvention à une société de production qui n'en a strictement pas besoin. Donc les trois élus MODEM voteront contre.

Monsieur LE PRESIDENT.- Un concert gratuit est prévu dans ce cadre. Nous ne sommes pas dans une logique « Guetta ».

Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à la majorité

Votes contre de MM. Bennahmias, Timezouikht et Madrolle

Votes contre de Mme Boulay et de MM. Sémériva, Agullo, Zéribi et Fouquet

Votes contre de Mme Ghali et de M. Mennucci

160. REX 004-22/03/13 CC - Paiement de la cotisation 2013 à l'association Marseille Provence 2013, Capitale Européenne de la Culture et attribution d'une subvention

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

161. REX 005-22/03/13 CC - Paiement de la cotisation 2013 à l'association Centre Méditerranéen de la Communication Audiovisuelle - Attribution d'une subvention pour l'organisation de la semaine audiovisuelle de la Méditerranée

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

162. REX 006-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention à l'association des Voiles du Vieux-Port, pour l'organisation de la régata des Voiles du Vieux-Port

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

163. REX 007-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention à l'association WallFor, pour l'organisation du WallFor Festival à Cassis

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

164. REX 008-22/03/13 CC - Attribution d'une subvention à l'association Massilia Sport Event, pour l'organisation de la Sosh Freestyle Cup

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Monsieur LE PRESIDENT. - L'ordre du jour est épuisé. La séance est levée.

(La séance est levée à 14 heures 40.)